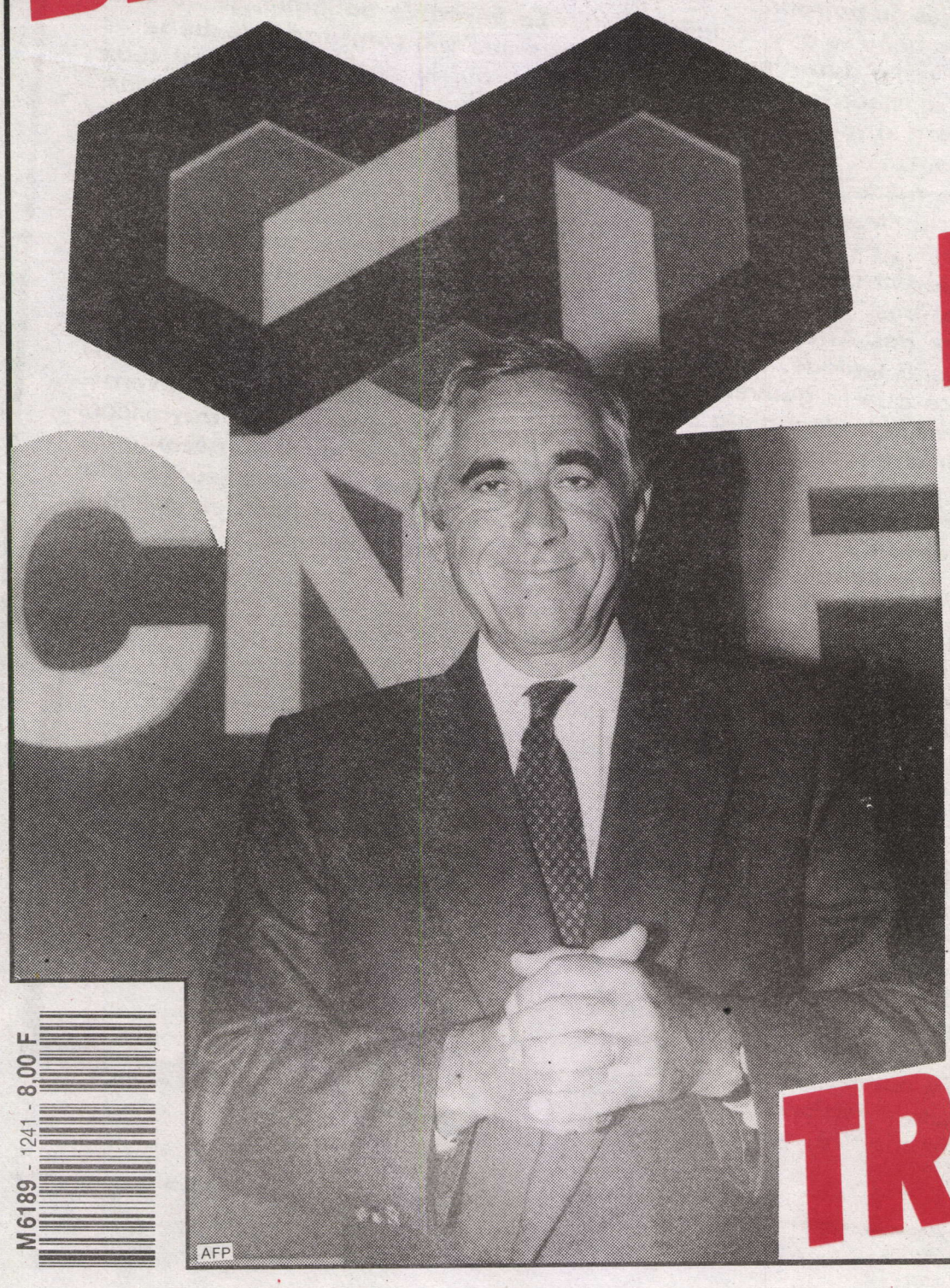
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 241 - 10 avril 1992 - prix : 8 F

LES PATRONS AIMENT BEREGOVOY



AFP

PARCE QU'IL IMPOSE LA RIGUEUR AUX TRAVAILLEURS

M 6189 - 1241 - 8,00 F

LES PATRONS AIMENT BÉRÉGOVOY

Lors de sa déclaration faite devant le Parlement, Bérégovoy a expliqué qu'il ne disposait que de onze mois pour réussir. Mais pour réussir à quoi ? L'ensemble de son discours donnait la réponse : réussir à limiter les dégâts électoraux pour le PS, dans moins d'un an, lors des prochaines législatives, à moins qu'il s'agisse de se donner le temps de recomposer une nouvelle majorité qui prendrait la succession de celle, relative, en place depuis 1988, que le récent scrutin a sérieusement malmené.

En attendant, il va donc tenter de faire du rafistolage. Sa déclaration en donnait déjà l'image. Une mesure - surtout symbolique - pour faire plaisir aux écologistes : la suspension des essais nucléaires de la France dans le Pacifique, satisfaction qui a dû sans doute être largement contrebalancée par la décision annoncée qu'il n'y aurait pas de proportionnelle lors des prochaines élections, ce qui va signifier aucun - ou peu - de députés élus sous l'étiquette écologiste dans le prochain Parlement.

Par contre la droite classique a obtenu en cadeau l'annonce qu'elle pourrait bénéficier du scrutin majoritaire, c'est-à-dire, si les chiffres des Régionales se confirmaient l'an prochain, une prime de cent députés de plus que si il y avait une représentation proportionnelle.

La première apparition du gouvernement a donc respecté les lois du genre. Il n'a pas même manqué à cette représentation l'épisode tragi-comique, digne d'un théâtre de patronage. Il fallait voir Bérégovoy, sur le ton d'un surveillant général, tancer l'Assemblée nationale, pour dire aux députés qu'il poursuivrait sans faille ceux qui oseraient confondre la politique et les "affaires". Et il fallait voir aussi l'opposition prendre des poses de vieilles coquettes outragées. Quel cinéma et, de plus, mauvais.

Il ne pouvait manquer, à ce discours, le volet social. Il a été plus flou encore que le reste. Et pour cause, car on ne pouvait attendre du nouveau Premier ministre qu'il sorte de son chapeau des mesures et une politique qu'il n'avait pas su adopter dans les années précédentes. Bérégovoy s'est donc contenté d'évoquer les 900 000 chômeurs de longue durée, pour qui il propose du travail. Disparu le chiffre des trois millions de chômeurs ? miracle ? Non, c'est tout au plus une pirouette. Car il ne s'agit que de la promesse de trouver des emplois d'intérêts généraux, alias "les petits boulots" qui servent, encore une fois, à toutes les sauces. Quant au travail partiel, vieille recette elle aussi, c'est une façon de répartir non pas le travail mais le chômage entre tous.

En fait le spectacle parlementaire n'est qu'un trompe-l'œil. Bien plus significative est la satisfaction du patronat qui, d'après le journal d'affaires "les Echos" serait satisfait à 68 % du nouveau gouvernement socialiste et de son Premier ministre Bérégovoy. Voilà enfin la majorité absolue dont rêvent tous nos politiciens.

De quoi sont-ils contents, les patrons ?

Tout simplement de la politique anti-ouvrière que Bérégovoy a menée depuis huit ans qu'il est ministre. Ils apprécient son acharnement à poursuivre l'œuvre de son prédécesseur, Jacques Delors, qui avait bloqué les salaires en 1982. Ils saluent sa persévérance à avoir diminué les prestations sociales et la durée des indemnités de chômage, et à multiplier toutes les facilités juridiques et fiscales au patronat.

Bérégovoy a beau se dire socialiste et se vanter de n'avoir en poche qu'un CAP d'ajusteur, ces messieurs les bourgeois ont eu le temps d'apprécier son zèle. Ils lui accordent aujourd'hui la médaille du mérite du bon et fidèle serviteur.

Bérégovoy et ses nouveaux ministres espèrent bien continuer de plaire aux maîtres.

Le ministre des Affaires sociales, un certain René Teulade, a d'ores et déjà annoncé que le gouvernement allait resserrer le budget de la Santé. Le même ministre reparle de remettre en cause la retraite à 60 ans, contredisant par avance les propos de Bérégovoy devant le Parlement. C'est le "dossier prioritaire" de son ministère, a-t-il déclaré. Il va mettre en application "progressivement", a-t-il dit, les nouvelles réglementations : l'allongement de la durée des cotisations de retraite de 150 à 165 trimestres, à la dose d'un trimestre par an. Cela veut dire que ceux d'entre nous qui voudront prendre leur retraite à taux plein dans quinze ans devront alors avoir cotisé trois ans et demi de plus que ceux qui la prennent aujourd'hui. En l'an 2007, on en sera revenu à près de 25 ans en arrière ! Brave Bérégovoy !

Si le gouvernement est populaire chez les patrons, c'est autre chose du côté de la population. Les dernières élections, tant régionales que cantonales, ont montré que ce prétendu gouvernement socialiste était profondément discrédité. Ce qui, soit dit en passant, n'a pas redonné plus de lustre aux partis de la droite traditionnelle, qui eux aussi ont vu leurs voix se tasser. D'où les coups fourrés et les magouilles auxquels on nous a fait assister pour les élections aux présidences des conseils régionaux : aucun des grands partis ne disposant de majorité suffisante, leurs candidats se sont tous mis à faire ouvertement la course aux voix écologistes, certains - bien plus discrètement - à celles du Front National, pour coiffer au poteau le concurrent.

Mais dans le fond, peu importe. La vraie politique, on voit qu'elle n'est pas faite par la volonté des urnes. Elle n'est pas faite non plus par ces pantins qu'on nous place devant la scène, ces Tapie, ces Jack Lang, pour amuser la galerie.

La véritable politique, ce ne sont pas ces personnages de bébêtes show qui la décident. Ce sont ceux qu'on voit rarement sur les écrans, mais qui règnent sur les conseils d'administration des banques et des trusts, qui la dictent aux marionnettes qui nous gouvernent.

Car les véritables rapports de force sociaux ne se jouent pas dans les dédales des conseils régionaux ou à la cour de Mitterrand. C'est la lutte de classe qui en décide. Si les patrons sont satisfaits du nouveau gouvernement, c'est parce que les travailleurs ont tout lieu d'en être mécontents. Que la colère des travailleurs explose, et c'est tout le petit jeu politique qui en sera bouleversé.

PARCE QU'IL IMPOSE LA RIGUEUR AUX TRAVAILLEURS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

BÉRÉGOVOY, L'AUTEUR DU FORFAIT HOSPITALIER... ET DE QUELQUES AUTRES !

Bérégovoy, dont la nomination comme Premier ministre a enchanté la Bourse, n'a évidemment pas la même cote auprès des travailleurs qu'auprès des spéculateurs. Les salariés se souviennent de lui d'abord comme l'inventeur du forfait hospitalier et l'homme de la rigueur salariale.

Bérégovoy débuta en effet sa carrière ministérielle en 1982 comme responsable des Affaires sociales, autrement dit des comptes de la Sécurité sociale. C'est lui qui, avec ses services, imagina et décida de faire payer une somme journalière aux hospitalisés pour couvrir leurs frais de nourriture, sous le prétexte que, s'ils avaient été bien portants, il leur aurait bien fallu payer leurs aliments.

Après un si brillant début, il était normal que Bérégovoy reçoive la succession de Delors au ministère de l'Economie et des Finances avec mission d'y poursuivre une politique de restrictions salariales. Poste qu'il a occupé depuis 1984, dans tous les gouvernements socialistes. Il n'est donc pas une seule décision importante, pas une attaque contre les salaires, les prestations de retraite ou de Sécurité sociale qui n'ait reçu son aval, voire même le plus souvent été concoctée par lui.

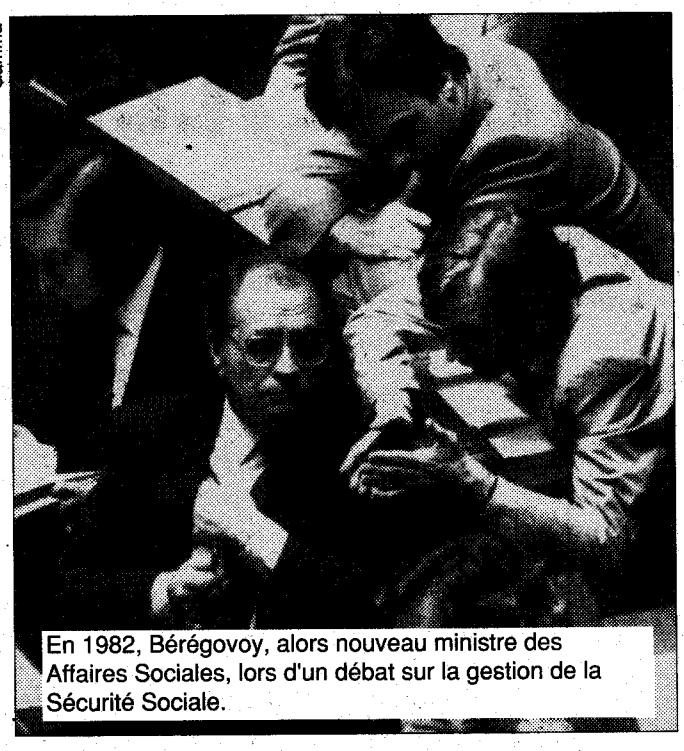
Non seulement Bérégovoy n'a manqué aucune occasion pour freiner les rémunérations mais il s'en est vanté, en se faisant le chantre de la "maîtrise des salaires". En même temps que le ressentiment des travailleurs, il a donc recueilli l'approbation des nantis. Et plutôt deux fois qu'une. Car le premier passage de Bérégovoy aux Finances, entre 1984 et 1986, a coïncidé avec l'envolée des cours de la Bourse, lesquels ont triplé en quatre ans augmentant dans les mêmes proportions la fortune privée des bourgeois. Loin de prendre ses distances d'avec les spéculateurs qui achètent et vendent le travail des autres, ce politicien n'a cessé de vanter les mérites de la Bourse, censée, d'après lui, contribuer au financement des entreprises et donc de l'économie. D'où les titres que lui ont décernés les journaux financiers : le "Nouveau Pinay" (par allusion au vieillard réactionnaire qui avait réussi à gouverner sans dévaluer le franc), "l'homme qui fait monter la Bourse", "le Balladur de gauche". Bérégovoy, plus soucieux de sa popularité parmi les financiers que chez les gens du peuple, n'a refusé aucun de ces surnoms, n'hésitant pas au contraire à s'en glorifier à l'occasion.

La politique faite par Bérégovoy était conçue pour aller au devant des desiderata des bourgeois. En liaison étroite avec eux. Il est significatif que son premier directeur de cabinet, Jean-Charles Naouri soit devenu ensuite banquier, en présidant Euris, une filiale française du groupe de Benedetti. Et que le deuxième, Alain Boublil, ait dû démissionner après avoir été mêlé à une spéculation sur les actions Péchiney en compagnie de financiers amis... Comme quoi la rigueur s'arrêtait aux portes des plus hauts responsables du ministère. On s'en serait douté.

A force de fréquenter et de servir les privilégiés durant ses heures de travail, ce très ancien ajusteur s'était mis en tête de leur ressembler. Il s'est même acheté un appartement dans leur quartier, le XVIème arrondissement de Paris. Et la presse a rapporté qu'il avait fêté l'anniversaire de son mariage sur le yacht du milliardaire et spéculateur libanais Traboulsi.

Il paraît que Bérégovoy guignait Matignon depuis un bon moment et qu'il trouvait injuste d'avoir été écarté aussi longtemps. Après avoir si bien rempli la bourse des bourgeois, il estimait avoir droit au portefeuille de Premier ministre. Sa nomination aura au moins un mérite : celui de ne pas masquer qu'un ennemi ouvert des travailleurs dirige le gouvernement.

Pierre VERNANT



Gamma

En 1982, Bérégovoy, alors nouveau ministre des Affaires Sociales, lors d'un débat sur la gestion de la Sécurité Sociale.

Des magouilles des Conseils Régionaux à celles des Conseils Généraux

AVEC OU SANS "PROPORTIONNELLE", C'EST TOUJOURS LE PANIER DE CRABES

A la suite des élections régionales, la désignation des présidents des régions avait donné lieu à quelques alliances politiciennes qui ont défrayé la chronique. Ainsi Soisson et Rausch ayant été élus avec très probablement l'apport des voix du Front National. Cela a entraîné le départ de Soisson du gouvernement, ainsi que la démission de Rausch de sa présidence.

En Haute-Normandie, c'est le RPR Rufenacht qui a bénéficié des voix Front National, et probablement aussi de celles de quelques écologistes. Dans le Nord, les élections à rebondissements qui ont abouti à donner la présidence à la "verte" Blandin sont trop longues et complexes pour qu'on puisse les résumer ici. Etc., etc. C'était le royaume de la "combinazione"...

Aussitôt les responsables des grandes formations politiques, et leurs journaux, ont incriminé le scrutin proportionnel qui serait indirectement responsable de toutes ces bavures. C'est que s'il n'y avait d'élus que les représentants des grands partis, il ne serait pas nécessaire de recourir à toutes ces magouilles. Ce qui revient à dire que les politiciens sont des gens de si petites vertus, que la moindre tentation les fait fauter. Ce qui revient à dire également qu'il faudrait selon eux éliminer de la représentation les empêcheurs de voter en rond que constituent les écologistes et les lepennistes – puisque dans cette affaire c'est d'eux qu'il s'agit – autrement dit 25 % à 30 % des suffrages exprimés qu'ils totalisent ensemble (sans même parler des petites listes). Beau système démocratique qui se propose d'annuler la représentation d'un tiers du corps électoral !

Les pourfendeurs de la "proportionnelle" auraient dû logiquement demander aussi la suppression du vote secret pour l'élection des présidents des régions, puisque c'est celui-ci qui facilite énormément les magouilles. Mais non, apparemment le secret ne les gêne pas. Ils ont tellement l'habitude d'agir sans rendre de comptes à leurs électeurs.

Une semaine environ après les élections des présidents des Conseils régionaux, se sont déroulées celles des présidents des Conseils généraux (pour les départements). Cette fois, pas de gêneurs ! Le mode de scrutin, majoritaire, avait effectivement éliminé en presque totalité les représentants du FN et des écologistes.

Certes, les magouilles – la partie apparente d'entre elles du moins – ont parues relativement moins nombreuses que pour les régions, mais tout de même, il y en eut quelques-unes ! Ainsi, dans les Yvelines, le département dont Rocard est député, les socialistes ont voté pour le candidat UDF, contre le RPR. Gratuitement, pour le geste ?

L'affaire qui a causé le plus d'émoi, ce fut celle de la Dordogne. Là, "logiquement", la droite étant majoritaire, le siège aurait dû lui revenir. Mais les représentants du PS ont réussi à débaucher un de leurs adversaires. Et comme ils risquaient quand même de n'arriver seulement qu'à l'égalité, ils ont changé de candidat, pris le plus ancien qu'ils avaient sous la main, et c'est ce dernier qui a finalement été élu, conformément à la loi, parce qu'en cas d'égalité on prend le plus vieux... La droite envisage de porter plainte...

Dans toutes ces combinaisons, dont on ne connaît que la partie visible, la proportionnelle n'est cette fois plus en cause. Alors que faut-il supprimer pour "moraliser la vie politique" ? Les politiciens pourris peut-être...

André VICTOR

Dans les Côtes d'Armor

PLUS BLANC QUE BLANC, C'EST QUOI ?

Lors des dernières élections régionales, dans les Côtes-d'Armor, une liste s'était fait remarquer par son originalité. Il s'agissait, d'après son représentant, et tête de liste, de faire reconnaître le "vote blanc".

Il entendait ainsi dire "non à la politique politicienne" et "contester les affaires, les combines, les magouilles..." ; et il se présentait ni plus ni moins que comme un "sauveur de la démocratie" en péril en permettant aux électeurs "d'exprimer leur volonté de remplir leur devoir de citoyen, de réaliser un vote de contestation et de faire barrage aux ambitions extrémistes". Un nouveau "monsieur propre" de la politique en quelque sorte.

Sa liste n'est pas passée inaperçue, puisque TF1 était "descendue" à Saint-Brieuc. Il faut dire que le sieur Gautier en question est directeur de société... en communication !

Il promettait, si sa liste avait des élus au Conseil régional de "ne pas bloquer les institutions et de participer aux travaux de celles-ci" en y votant "en leur âme et conscience".

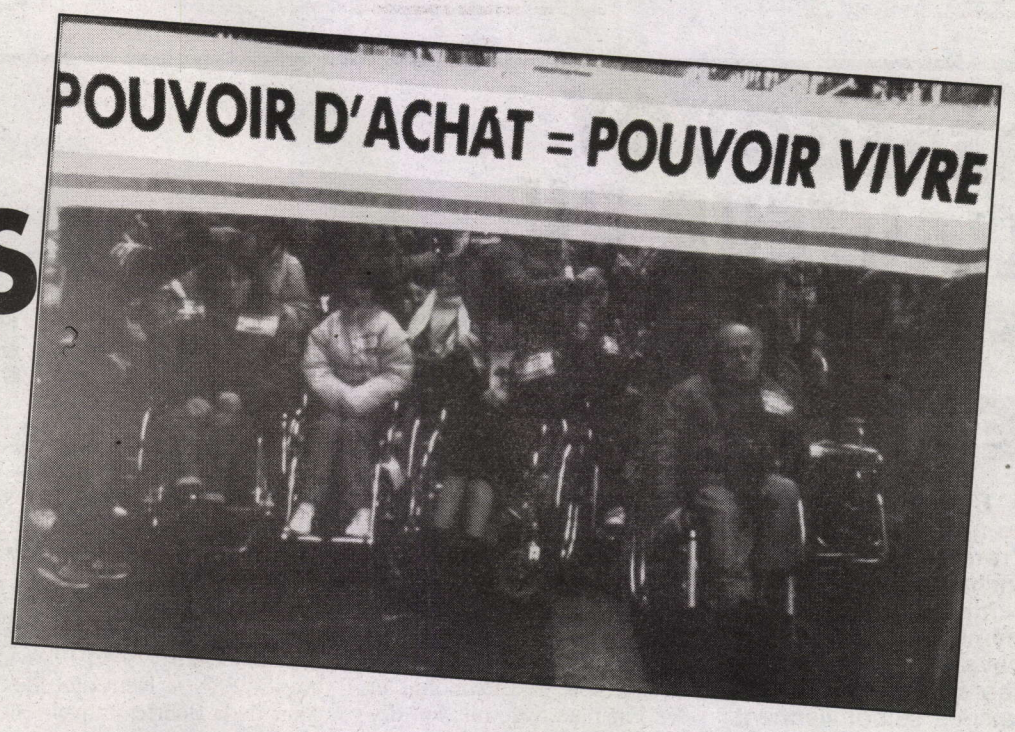
Par ailleurs, il s'engageait à démissionner de ce dit Conseil régional dès que le vote "blanc" serait reconnu par la loi. Là-dessus, il ne prenait pas trop de risques... Il a été élu en recueillant 14 681 voix soit 5,13 % des suffrages exprimés.

Ceux qui ont cru à son discours ne vont sans doute pas tarder à en voir de toutes les couleurs, car du blanc, il a déjà viré au bleu, en votant, lors de l'installation de la Commission permanente au Conseil régional, pour la liste RPR-UDF, majoritaire en Bretagne, et disposant donc des cordons de la bourse...

Correspondant LO

LA COLERE DES HANDICAPÉS

La manifestation organisée à Paris samedi 4 avril principalement par l'Association des Paralysés de France, l'APF (d'autres grandes organisations de handicapés ne s'y étaient pas associées), a connu un succès d'affluence qui a, paraît-il, surpris ses organisateurs eux-mêmes.



Bun/GAMMA

Venues de toute la France, malgré les difficultés de voyage que cela supposait, les délégations avec familles et amis ont rassemblé 20 à 25 000 personnes - dont 5 à 6 000 en fauteuil roulant et un grand nombre d'aveugles - qui ont défilé pendant plus de deux heures dans les rues de Paris. C'est dire leur détermination qui était impressionnante.

En 1982, une manifestation analogue n'avait réuni qu'approximativement 5 000 manifestants. Mais depuis 1982, année où l'allocation aux adultes handicapés avait été augmentée (passant d'un peu plus de 55 % du SMIC à 63 % environ), la situation matérielle des handicapés n'a pas cessé de se dégrader. Cette allocation elle-même a régressé pour, aujourd'hui, selon le président de l'APF, *"se trouver en dessous de son niveau de 1981"*. Les différentes autres aides existantes - comme par exemple l'allocation compensatrice pour payer l'aide d'une tierce personne en cas de besoin - se sont trouvées aussi systématiquement rognées, au niveau de leur montant, ou encore par le biais des critères requis pour en bénéficier.

Le gouvernement socialiste avait nommé au ministère concerné Michel Gillibert, handicapé lui-même (et qui est d'ailleurs reconduit dans le nouveau gouvernement), comme un signe qu'il ne négligerait pas le sort de cette partie de la population, qui représente plus de trois millions de personnes au total. Et Gillibert naturellement souligne les quelques actions qu'il a pu mener à bien.

Mais comment s'étonner que cette action demeure surtout symbolique, que notamment le budget dont il dispose soit notoirement insuffisant, alors que l'ensemble de la politique gouvernementale est avant tout acharnée au service des profits du patronat, à la satisfaction des exigences des riches et des bourgeois ?

Ce gouvernement n'a cessé d'attaquer la classe ouvrière, les travailleurs retraités, l'ensemble des salariés ; le SMIC pour les travailleurs en activité l'encombre, puisqu'il encombre les patrons. Alors, la moitié du SMIC pour ceux des adultes handicapés qui peuvent même y prétendre, c'est pour lui bien suffisant au titre de la charité !

Quand les valides à même de rapporter des profits dans les coffres du patronat sont pressurés et exploités, on ne peut s'attendre, dans cette société si peu fraternelle, à ce que ceux qui ne le sont pas ou ne le sont plus soient épargnés par une politique aussi cyniquement anti-populaire.

Comme l'a dit Jacques Delors lui-même, *"il nous faut accepter l'idée que nous allons vivre dans un monde cruel"*. Nul doute que lui et ses semblables n'acceptent cette idée sans excès d'états d'âme. Nous y vivons déjà, et ce n'est certes pas à eux que le monde capitaliste est cruel, ce monde capitaliste dont il faudra bien un jour paralyser la capacité de nuire

C.L-G

l'enseignement privé fait la quête

RAS LE CULTE !

Dimanche 5 avril, après la messe, plus de 20 000 catholiques se sont réunis au Parc des Expositions de la Porte-de-Versailles. Parents, enseignants, administratifs, venus prononcer ou écouter des discours, ont exigé que la loi Debré de 1959, qui prévoit un traitement paritaire entre l'enseignement privé et le public, soit totalement appliquée.

Bien que le rassemblement se défende d'être politique, il est bien évident que c'est la politique des différents ministres socialistes de l' enseignement (Savary puis Jospin) qui était sur la sellette. L'Etat, selon des comptes effectués par l'enseignement catholique, devrait au titre de la loi Debré plus de cinq milliards aux établissements privés. Lionel Jospin avait proposé de verser 300 millions tout de suite et 1,8 milliard échelonné sur six ans. "Cela ne fait pas le compte" ont dit les orateurs du rassemblement, sûrs d'être dans leur bon droit. Merci Debré !

Qui se souvient aujourd'hui du tollé qu'avait provoqué la loi Debré ? De la mobilisation laïque qui avait suivi, avec pétitions, avec manifestations ? La loi était passée quand même, car la droite était au pouvoir. Et quand la gauche a fini par accéder à l'Elysée et à Matignon, vingt-et-un ans plus tard en 1981, elle n'a pas osé s'attaquer à la loi. De simples discussions sur la laïcité avaient alors provoqué une grande manifestation des supporters de l'école privée en 1984, avec orchestration, défilés, bannières, et grand spectacle. Bref, Savary avait reculé ; la gauche, une fois encore, s'inclinait devant l'indignation de la droite mobilisée. La loi Debré est toujours là.

Et l'enseignement catholique en veut encore plus. Il veut des sous pour ouvrir de nouveaux établissements, des sous pour former ses maîtres, pour qu'ils aient un déroulement de carrière et une retraite semblables à celles des professeurs du public. Tout cela bien sûr, disent-ils, au nom de la justice : un enfant scolarisé sur cinq choisit - ses parents choisissent pour lui - l'école privée, il doit avoir droit aux mêmes chances. Et comme, quand on est catholique, on est aussi réaliste, on préfère s'adresser à l'Etat qu'à dieu.

Et c'est ainsi que, dans un pays où constitutionnellement il existe la séparation de l'Eglise et de l'Etat, où il y a un enseignement laïque, gratuit et obligatoire, une école ouverte à tous, où de surcroît les écoles privées, confessionnelles ou techniques, sont autorisées, il y a des gens pour trouver juste et normal que les fonds publics aillent aussi au privé et pour réclamer avec conviction l'augmentation rituelle de ces fonds.

Bien sûr, les parents catholiques payent aussi des impôts en tant que citoyens et alimentent donc les fonds publics. Mais ils peuvent envoyer leurs enfants à l'école publique. Et tant que nous vivrons dans une société d'argent, où les fonctions sociales même les plus utiles, comme l'enseignement, continueront à être toujours aussi insuffisamment financées (voir le remous provoqué par la réforme Jospin et ses a priori d'économies), il est logique et normal que les fonds existants soient dirigés vers les établissement les plus ouverts, les établissements publics qui ne font aucune distinction entre les enfants, de quelque religion qu'ils soient et qui, à ce titre, représentent sinon vraiment l'école libre, du moins une école un peu plus libre de préjugés.

Colette BERNARD

On n'arrête pas les miracles

UN MAC DONALD S'OUVRE À LOURDES

MacDo vient d'implanter son 196e restaurant en France, à Lourdes, premier centre mondial de pèlerinage catholique et deuxième ville touristique française. Le ketchup et les hamburgers vont faire concurrence à l'eau bénite et aux hosties.

Les magasins de bondieuseries, les marchands de chapelets et les vendeurs de miracle avaient jusqu'ici réussi à imposer leur monopole de fait sur le commerce, dans une ville qui rassemblait jusqu'à 100 000 personnes en période estivale.

Mais, dieu a beau être puissant, Big Mac ne l'est pas moins, puisqu'il s'est imposé dans un de ses fiefs. Mieux, il lui a volé l'idée de la multiplication des petits pains, qu'il transforme ensuite en picaillons.

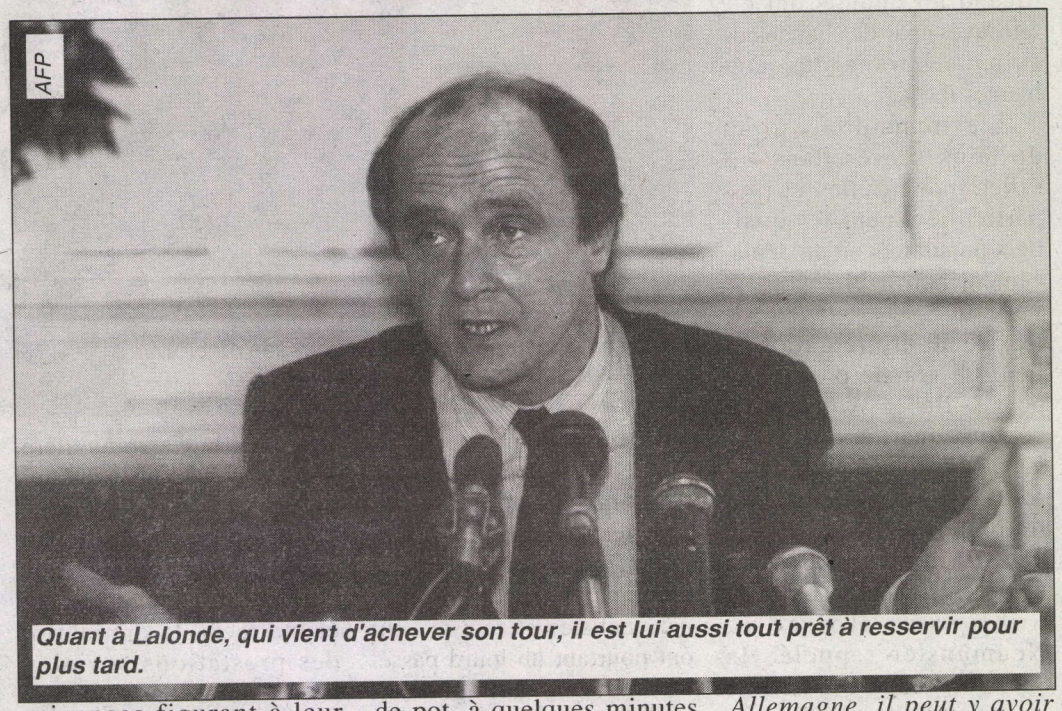
Se faire doubler par un Mac, c'est pas chrétien.

DES VERTS PRESQUE MÛRS

AFP

Waechter, tombé dans un canular, annonce qu'on lui a proposé d'être ministre. Aujourd'hui c'est trop tôt, aurait-il dit, mais plus tard peut-être...

Il apparaît, au lendemain des élections régionales, que pour les écologistes, les effluves - réels ou supposés - qui viennent du gouvernement ont eu un certain attrait. Ils ne sont pas allés à la soupe, mais ils n'étaient pas loin de vouloir le faire.



AFP

Quant à Lalonde, qui vient d'achever son tour, il est lui aussi tout prêt à resservir pour plus tard.

Ne parlons pas de ceux de "Génération écologie" qui eux ont déjà été invités à la table, ce qui ne leur a pas coupé l'appétit, même si Lalonde joue les dégoûtés. Il a les dents longues, au point qu'elles ont du mal à tenir dans le cadre de l'écran de la télévision.

Mais les Verts eux-mêmes ont montré qu'ils n'étaient pas insensibles à la cour qu'ils croyaient leur avoir été faite par les hommes de Bérégovoy. Waechter disait il y a quelque temps : *"L'écologie n'est pas à marier"*, mais coquetterie mise à part, il a montré qu'à défaut de s'allonger dans un lit nuptial, il se contenterait très volontiers de s'asseoir dans un fauteuil ministériel.

Les Verts avaient d'ailleurs, au lendemain du 22 mars, mis pas mal d'eau dans leur verveine, laissant entendre qu'ils ne feraient pas un préalable de l'adoption de la proportionnelle, ni de l'abandon total du programme nucléaire, et autres exigences figurant à leur programme. Lors de la réunion de leur conseil national inter-régional qui s'est tenu à Lyon le week-end du 4 et 5 avril, Marie-Christine Blandin, élue à la présidence du conseil régional du Nord utilisait cette formule imagée qui éclaire sur les projets de son mouvement : *" Nous n'allons pas arrêter la centrale de Gravelines et demain mettre des bougies dans tous les bureaux.."* Et Waechter racontait, lors de cette même réunion, avec, paraît-il, des regrets dans la voix que, quelques minutes après qu'il eût annoncé jeudi 2 avril à midi que son mouvement ne participerait pas au gouvernement, le cabinet de Bérégovoy lui avait proposé un poste de ministre des Affaires sociales ou de ministre de l'Industrie. Pas de pot, à quelques minutes près...! Mais le pire c'est qu'on a appris ensuite qu'il s'agissait d'un canular... et là c'est vraiment pas de pot ! En tout cas Waechter s'est plaint de l'amateurisme politique de son mouvement, des structures trop décentralisées de celui-ci, qui ne permettaient pas de prendre des décisions rapides, donc de saisir les opportunités.

C'est que les Verts ne sont pas certains qu'une telle occasion se représentera de sitôt. Comme le disait l'un d'entre eux *"En quelques mois seulement nous avons perdu l'hégémonie de l'écologie politique"* (allusion aux scores de *"Génération écologie"*) *"Comme il y a eu un cycle du PSU en France ou un cycle des Grünen en Allemagne, il peut y avoir un cycle des Verts avec 10 % mais pas davantage, jusqu'à l'an 2 000"*. Ce cycle pour les Verts, ne plaît pas autant, semble-t-il, que la bicyclette... surtout s'ils doivent végéter en empruntant les pistes cyclables, en marge des allées du pouvoir. D'autant que, jusqu'à l'an 2 000... Il y a le temps de se faner.

Si cela devait en rassurer quelques-uns, rappelons-leur que si le PSU n'a pas su percer, il a servi de tremplin à quelques belles carrières. Et comme Waechter a dit opportunément *"ni droite, ni gauche"* les portes politiciennes du futur restent ouvertes à quelques élus Verts qui auront su se montrer suffisamment caméléons.

Jean-Pierre VIAL

PAUVRES DE NOUS

Lors d'une conférence sur "l'exclusion sociale" (autrement dit la pauvreté) organisée par la Commission européenne, Jacques Delors a eu des propos très durs : *"Les entreprises doivent faire leur possible pour lutter contre l'exclusion, mais pas au point de perdre de l'argent"*. Et : *"Il faut accepter l'idée que nous allons vivre dans un monde cruel..."*. Et encore : *"Chacun doit savoir qu'il y a des gens en marge dans le modèle européen de société qu'on veut construire"*.

Dans son modèle à lui, et aux capitalistes ses semblables, il y aura donc toujours de la pauvreté.

A quoi sert alors le progrès ? A quoi servent les profits patronaux produits par notre travail ? A quoi servent des dirigeants comme Delors qui ne savent que promettre la misère éternelle ?

PARTAGE DU TRAVAIL OU PARTAGE DU CHÔMAGE

Pierre Bérégovoy se dit un farouche partisan du "partage du travail", un thème qu'il a emprunté aux écologistes.

Ni pour les écologistes, ni pour Bérégovoy, il n'est bien entendu question de partager le travail entre tous, sans diminuer les salaires.

Pour le gouvernement, "partager le travail" est une façon, non pas de "traiter le chômage", comme le prétend Bérégovoy, mais de traiter les statistiques, en faisant passer dans la catégorie détenteurs d'emploi les chômeurs intermittents, ou ceux qui doivent se rabattre sur les petits boulots. Le travail à temps partiel, ou autres "emplois de proximité", payés largement en dessous du SMIC, voilà la recette du gouvernement.

Le problème pour Bérégovoy est que, pour l'instant, le patronat, dans sa majorité, n'y est pas favorable. Selon le CNPF, la formule du travail à temps partiel est coûteuse en charges sociales et *"serait un facteur de désorganisation dans l'entreprise"*.

Dans la pratique, certaines entreprises, surtout dans le domaine des services, ont recours au travail à temps partiel des jeunes, eux qui bien souvent leur occasionnent des déductions de charges sociales. C'est ainsi que dans les grandes surfaces on emploie beaucoup de jeunes à des horaires en équipes contraignants, mais inférieurs à 39 heures, pour des salaires bien plus inférieurs encore au SMIC. Partout où le travail demande peu de qualification et pratiquement pas de temps de formation, le travail à temps partiel offre un intérêt certain pour les patrons. Un intérêt moins évident dans les secteurs industriels, du moins pour l'instant, là où les horaires d'équipes sont conçus pour des emplois à temps plein, agrémentés d'heures supplémentaires plus ou moins flexibles, sans compter le temps de formation ou d'adaptation nécessaire pour chaque nouvel embauché.

Pour que les patrons reprennent la formule du travail à temps partiel vraiment de bon coeur, il faudrait sans doute que Bérégovoy leur concocte un nouveau plan de déductions de charges sociales. Mais il est vrai que dans ce domaine, on a vu que les ministres ne manquent jamais d'imagination.

En tout état de cause, ce prétendu partage du travail n'est qu'une nouvelle escroquerie pour les travailleurs, destinée à rendre leur situation encore plus précaire et à diminuer leurs salaires.

Si le gouvernement voulait vraiment répartir équitablement le travail entre tous, il commencerait par interdire les heures supplémentaires qui dans certaines entreprises cohabitent avec les emplois à temps partiel sous-payés, et par diminuer la semaine de travail, mais sans diminution de salaire.

Mais autant attendre d'un Bérégovoy qu'il se mette à confisquer les profits spéculatifs pour investir et relancer l'économie ! Le partage du travail sans diminution de salaire, c'est-à-dire la fin des p'tits boulots comme des heures supplémentaires, c'est une question de rapport de force. Et ce sera aux travailleurs de l'arracher aux patrons comme au gouvernement.

H.C.

Allemagne

POUSSÉE DE L'EXTRÊME-DROITE AUX ÉLECTIONS LOCALES

Des formations d'extrême-droite ont marqué des points significatifs aux élections de deux parlements régionaux d'Allemagne, avec 10,9% des voix dans le Baden-Württemberg (capitale : Stuttgart, dans le sud du pays) et 6,3% dans le Schleswig-Holstein (capitale : Kiel, dans l'extrême-nord). Mais les "Grünen" (écologistes) ont fait aussi de bons scores (9,5% dans le Baden-Württem-berg et 4,97% dans le Schleswig-Holstein), tandis que les grands partis, la CDU du chancelier Kohl qui dirige actuellement la coalition gouvernementale fédérale - avec le petit parti des "Libéraux" du FDP - et les sociaux-démocrates du SPD qui sont dans l'"opposition" accusent une baisse sévère par rapport aux dernières élections régionales de 1988. C'est particulièrement vrai là où ils "gouvernaient" le Land. La CDU perd 10% des voix par rapport aux dernières élections de 1988 en Baden-Württemberg où elle dirigeait avec une confortable majorité depuis 1972, mais elle maintient ses scores dans le Schleswig-Holstein. A l'inverse, le SPD perd plus de 8% dans le Schleswig-Holstein dont le "ministre-président", Björn Engholm, est en même temps le prétendant social-démocrate au poste de Chancelier à la place de Kohl, mais ne perd que 2,5% en Baden-Württemberg.

Les dirigeants des grands partis se défendent et se consolent en disant que le phénomène n'est pas "typisch deutsch" (typiquement allemand) puisque dans d'autres pays européens, à commencer par la France, les grands partis qui se relaient au pouvoir ont essuyé le même désaveu, au profit des écologistes et de l'extrême-droite. Et CDU et SPD sont aussitôt partis en quête des alliances - qui supposent calculs et tractations en tous sens - qui leur permettraient de "gouverner" les Länder (dans l'Allemagne fédérale, ce sont de véritables mini-Etats régionaux avec leurs gouvernements, parlements et budgets, qui ont une importance politique et une autonomie financière sans commune mesure avec les "régions" en France).

Ce n'est pas la première fois que l'extrême-droite perce électoralement en Allemagne. Cela s'était déjà produit à la fin des années 1960, quand une récession économique avait amené le NPD d'alors à des scores non négligeables de 6 à 7%. Aux élections européennes de 1989, le parti des "Républicains" s'était fait remarquer, à l'échelle nationale, avec un score moyen de 7% (mais 14,6% en Bavière, et déjà, 8,7% dans le Baden-Württem-berg). Mais aux élections législatives nationales qui ont suivi l'unification du pays, en décembre 1990, les Républicains ont vu leurs scores retomber à 2,3% dans l'ancienne RFA et même en Bavière. A l'époque, Kohl avait engrangé les dividendes électoraux de l'unification.

Dans les élections d'aujourd'hui, les deux formations d'extrême-droite qui ont amélioré leurs scores, aussi bien les "Républicains" de Franz Schönhuber (ancien "Waffen SS", au profil similaire à Le Pen), que la DVU (Union Populaire Allemande, issue d'un noyau d'anciens néonazis du NPD des années 1960, encouragés par les millions de Marks d'un éditeur bavarois), ont fait surtout une campagne chauvine et xénophobe, contre l'immigration, le droit d'asile, l'insécurité et l'Europe de Maastricht... tout particulièrement l'abandon du "Mark allemand".

Les scores en faveur de l'extrême-droite représentent certainement un "vote de protestation". Mais la façon dont certains électeurs ont voulu donner une leçon à ceux qui sont bien en place, à la CDU qui gouverne au niveau de l'Etat fédéral comme au SPD qui le fait dans la plupart des Länder, n'est pas neutre. Le fait qu'une certaine protestation soit teintée de noir-brun, dans un pays où le spectre de Hitler continue de hanter la vie politique, a de quoi inquiéter, surtout que cette sanction électorale survient sur fond d'une multitude d'attaques racistes qui ont eu lieu surtout depuis octobre 1991 contre des foyers de travailleurs immigrés ou de demandeurs d'asile, souvent violentes si ce n'est meurtrières, et commises (quand les auteurs ont été retrouvés) par des bandes de skins arborant des emblèmes nazis.

L'extrême-droite a fait de bons scores dans les villes industrielles et plus particulièrement les quartiers populaires où un déplacement non négligeable de voix du SPD en faveur de l'extrême-droite aurait eu lieu. La grande presse cite pour le Baden-Württemberg certains quartiers de Stuttgart, Mannheim, Pforzheim (où les Républicains font leur meilleur score de 18,5% contre 1,8% en 1988). Ils citent pour le Schleswig-Holstein, Neumünster (appelée la "Münster rouge") et certains quartiers de Kiel où l'extrême-droite fait 7 à 9% des voix, et où le SPD, tout en conservant ses sièges, accuse une chute de plus de 10% des voix tandis que la CDU maintient ses scores.

Les grands partis de la bourgeoisie allemande qui se partagent les pouvoirs, de la CDU au SPD en passant par les Libéraux, ont multiplié les communiqués in-

Une manifestation contre la poussée électorale de l'extrême-droite en 1989 à Francfort.

quiets ou indignés devant la montée de l'extrême-droite. Ce sont eux pourtant qui sont responsables de la dégradation sociale qui peut expliquer le regain d'idées nationalistes et racistes qui ont pourtant un lourd passé. L'Allemagne reste globalement un des pays les plus riches du monde, mais précisément pour maintenir son rang dans la concurrence économique mondiale, et pour faire le maximum d'argent avec l'unification du pays, sa bourgeoisie, c'est-à-dire surtout les actionnaires de ses "Konzern", cherchent à taxer de plus en plus durement les classes populaires, et tout particulièrement la classe ouvrière. C'est elle qui paie le chômage (qui a plutôt diminué à l'Ouest, mais gangrène l'Est), l'augmentation importante des impôts directs et indirects, la diminution des prestations sociales, l'inflation et tout particulièrement les hausses de loyers qui s'ajoutent à la pénurie criante de logements. Il manquerait au moins 2,5 millions de logements dans le pays.

Avec les bouleversements entre les deux Allemagne et plus généralement à l'Est, près de trois millions de personnes sont arrivées en trois ans sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest. Venues de l'ancienne RDA, de Pologne, Roumanie, Yougoslavie ou ex-URSS, ou venues de pays pauvres du monde. Mais tandis que les politiciens bourgeois polémiquent depuis des années sur la nécessité ou non d'une réforme constitutionnelle qui limiterait, prétendent ses partisans, l'arrivée de "faux" demandeurs d'asile (qui ne seraient pas persécutés politiquement, mais voudraient seulement vivre mieux, dans un pays riche), les patrons allemands, eux, grands et petits, profitent de la manne de cette nouvelle main-d'oeuvre et l'exploitent largement.

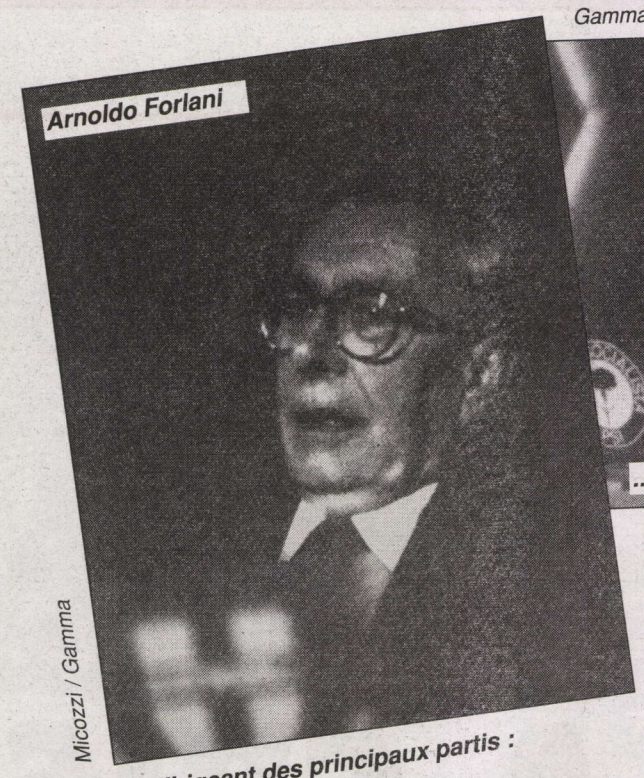
LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Par ailleurs une partie des travailleurs luttent pour de meilleurs salaires et conditions de travail et de vie pour tous. A l'occasion des traditionnelles négociations salariales entre patrons et syndicats, par branches et régions, des grèves ont menacé ou ont eu lieu. Dans la sidérurgie. Dans les banques. Arrive maintenant le tour des services publics et de la métallurgie. Certes, ces actions sont dirigées, contrôlées, encadrées par les grands syndicats de branche de la centrale DGB, mais cette année, les raisons de mécontentement sont suffisamment nombreuses dans les milieux populaires pour que les travailleurs parviennent à se faire craindre. Et les syndicats à obtenir partiellement satisfaction.

Dans la sidérurgie, comme tout récemment dans les banques et compagnies d'assurance, les travailleurs ont obtenu quelque 6,5% d'augmentation. Compte tenu de l'inflation officielle qui a été de 4,2% pour l'année 1991, cela ne représente pas une augmentation suffisante. Mais ce n'est pas rien non plus, et c'est probablement la preuve que tout arrogants qu'ils se montrent, tout opposants farouches qu'ils se déclarent aux augmentations de salaire dans une situation où, disent-ils, elles menaceraient l'économie, les patrons ne sont pas si sûrs d'eux.

Aujourd'hui en Allemagne, ce sont les scores de l'extrême-droite qui font la Une des journaux. Mais demain, s'ils le voulaient, s'ils prenaient la mesure de leur force, s'ils s'émancipaient de la tutelle de dirigeants sociaux-démocrates, syndicalistes ou politiques qui se prétendent leurs représentants mais préservent en fait les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, les travailleurs pourraient beaucoup pour changer la face de leur pays, et celle de l'Europe avec.

Michelle VERDIER

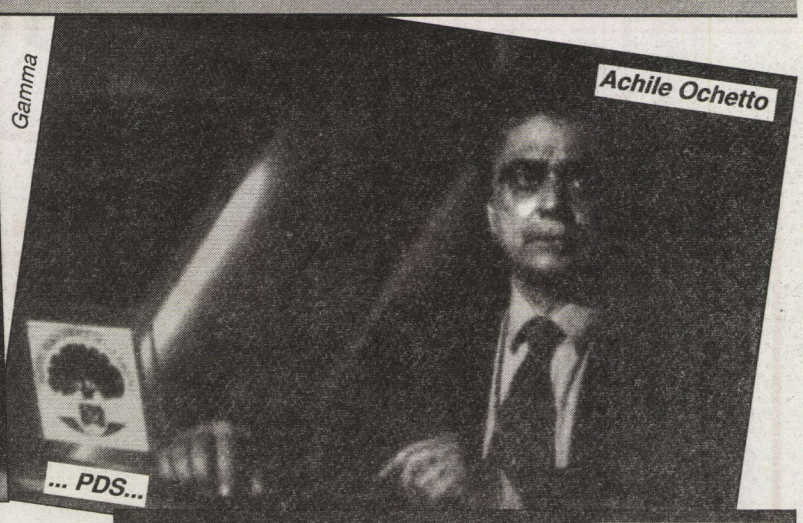


Micozzi / Gamma

Le dirigeant des principaux partis : démocratie chrétienne...

Gamma

Gamma



Italie

Gamma

Les élections des 5 et 6 avril

POUR LA "GOUVERNABILITÉ" C'EST MAL PARTI

Des partis de gouvernement en chute, un PC qui n'aura pas réussi à abandonner son sigle "communiste" sans laisser au passage un bon nombre de ses voix, le succès attendu des "Ligues" au Nord... Tel est le paysage politique qui se dégage des élections italiennes des 5 et 6 avril, laissant les dirigeants de la Démocratie Chrétienne et du Parti Socialiste, notamment, passablement perplexes quant à la majorité parlementaire qu'ils vont pouvoir constituer à partir de là.

REMUE MENAGE A DROITE...

Parmi les partis de gouvernement, c'est en effet la Démocratie Chrétienne qui laisse le plus de plumes dans l'affaire. Pour ne parler que des élections à la Chambre des députés (les élections au Sénat avaient lieu en même temps), la DC passe à 29,4% contre 34,3% aux précédentes élections législatives en 1987, et alors qu'elle n'était jamais descendue depuis la guerre en dessous de 30% des voix. On peut dire que les votes perdus l'ont été sur sa droite, au profit de la "Ligue du Nord", regroupement des différentes "Ligues" sous l'égide de la principale, la "Ligue Lombarde" du sénateur Bossi. Celle-ci fait la percée attendue puisqu'elle recueille à l'échelle nationale 9,3% des voix, ce qui signifie dans le Nord des scores spectaculaires. Ainsi en Lombardie, la région de Milan, la "Ligue Lombarde" atteint plus de 20% des voix, confirmant à l'échelle de la région la montée déjà affirmée cet automne lors des élections municipales de Brescia.

La campagne des "Ligues" était faite de démagogie tous azimuts contre l'Etat et Rome, accusés de vivre en parasites sur le corps d'un Nord riche et industrieux ("Roma ladrona, la Lega non perdona" - "Rome voleuse, la Ligue ne pardonne pas" - est un des slogans favoris de Bossi), ou contre les étrangers "extracommunautaires" qui feraient mieux de rester chez eux, voire le Sud paresseux et mafioso qui n'a qu'à se débrouiller pour s'en sortir tout seul...

Cette campagne a donc payé et surtout fait payer la Démocratie Chrétienne, parti traditionnel de la droite, qui perd ainsi une fraction notable de son électorat au profit d'un vote "protestataire" que l'on peut comparer par certains aspects à l'évolution qui, en France, a porté une partie des électeurs de la droite classique vers Le Pen et le Front National.

Du fait du type de discours choisi par Bossi, cette montée des "Ligues" se situe dans le Nord, où elle prend un côté spectaculaire. Mais il faut ajouter que l'extrême-droite traditionnelle, avec le MSI (Mouvement Social Italien, néofasciste) reste presque stable avec 5,1% des voix, notamment dans ses fiefs traditionnels qui, eux, se situent plutôt dans le Sud et en Sicile.

Et puis, en Sicile, la Démocratie Chrétienne perd encore des voix au profit d'un autre nouveau venu. Il s'agit de la "Rate", le "Réseau" de Leoluca-Orlando, démocrate-chrétien en rupture de ban qui a fait campagne contre la collusion traditionnelle de son parti avec la Mafia.

... ET A GAUCHE

L'autre parti principal de la coalition gouvernementale, le Parti Socialiste de Craxi, n'a guère plus de raisons de se réjouir. Il n'obtient que 13,3% des voix (contre 14,3% en 1987) et se trouve finalement presque autant affaibli sur le plan politique que la Démocratie Chrétienne. En particulier, il ne profite pas, globalement, de l'éclatement du PC italien.

Ces élections étaient les premières élections générales depuis l'abandon du sigle "communiste" par la majorité du PC, devenu le PDS (Partito Democratico della Sinistra - Parti Démocratique de la Gauche). Celui-ci n'a plus que 16,6% des voix, contre 26,6% en 1987. Sur sa gauche, ceux qui ont voulu garder le sigle "communiste" sous le nom de "Refondation Communiste", formation dans laquelle a conflué en outre le parti d'extrême-gauche Democrazia Proletaria (DP), recueillent 5,6% des voix, preuve au moins qu'une fraction de l'électorat de l'ancien PC a tenu à continuer à s'affirmer "communiste".

Au total, le PDS et "Refondation Communiste" obtiennent plus de 22% des voix, chiffre qu'il faut comparer avec, en 1987, le total des voix du PCI (26,6%) et de DP (1,7%) soit 28,3%. Le PDS n'a donc pas seulement perdu des voix à gauche, au profit de "Refondation Communiste", mais aussi sur sa droite, une partie des anciens électeurs du PC allant voter cette fois pour le PS de Craxi... qui n'en sort pas renforcé pour autant puisqu'il perd probablement, lui aussi, sur sa droite, au profit des "Ligues" cette fois.

QUELLE "GOUVERNABILITE" ?

On peut donc parler, d'une façon un peu comparable à ce qui s'est produit en France, d'un glissement de l'électorat vers la droite ou, ce qui revient au même, vers des formes de vote "apolitique". Mais une fois les urnes rangées, quelles seront les conséquences de ce vote ? Depuis des mois, la vie politique italienne était dominée par les campagnes sur la nécessité de "changer de système", au profit d'un système majoritaire à la britannique ou à la française, à commencer par les campagnes du président de la République Cossiga contre le "système des partis". Pour le moment, on en est surtout, une fois de plus, à rechercher une majorité de gouvernement introuvable.

La précédente majorité de gouvernement "quadripartite", fondée sur la DC et le PSI, sort affaiblie de ces élections. Il sera difficile d'ouvrir cette majorité vers la droite, où les "Ligues" mettent pour condition rien moins que la transformation de l'Italie en Etat fédéral. Resterait à l'ouvrir à gauche, au PDS, ce qui, après tout, était un des buts de l'abandon du sigle "communiste" par Occhetto. Mais le PS de Craxi, qui n'a pas progressé, est en mauvaise position pour négocier avec le PDS une sorte d'unité "socialiste". D'où la grise mine de Craxi au soir du 6 avril.

L'Italie risque donc de connaître encore longtemps "l'ingouvernabilité" tant dénoncée par ses leaders. Une "ingouvernabilité" qui n'empêche pas, il faut le dire, les mêmes hommes de rester en place, d'une coalition gouvernementale à l'autre, et de gouverner contre la classe ouvrière.

André FRYS

DERRIERE LES ÉLECTIONS...

John Mayor, le conservateur...

Bernstein/Gamma

...Neil Kinnock, le travailliste.

Wilkinson Gamma

LA CRISE

D'après les sondages publiés chaque jour dans la presse britannique, les élections parlementaires du 9 avril devraient ramener les travaillistes au pouvoir, après 13 ans de gouvernement conservateur.

Au cours des derniers jours de la campagne électorale, l'écart entre les deux principaux partis s'est creusé jusqu'à atteindre 42% en faveur des travaillistes et 37% pour les conservateurs.

Comme à chaque élection, le scrutin majoritaire à un tour ne laissera sans doute aux "petits" partis, c'est-à-dire essentiellement le Parti Social-Démocrate et les nationalistes écossais et gallois, qu'une place dérisoire, sans rapport avec leur poids électoral réel. Et cela peut suffire pour permettre aux travaillistes de devenir, et de loin, le premier parti au Parlement, peut-être même pour leur donner une majorité absolue des sièges.

Même si tous les partis en compétition dans ces élections ont pris bien soin de ne pas prendre d'engagement concret, c'est bien la crise qui en a été la toile de fond, une crise qui s'est brutalement aggravée au cours de l'année écoulée.

LE RETOUR DES "VILLES DE CARTON"

Si Londres compte à elle seule près d'un million de mètres carrés de bureaux flambant neufs qui ne trouvent ni locataires ni acheteurs, elle compte aussi entre 50 000 et 100 000 sans-abri, selon les estimations.

Beaucoup de ces sans-abri sont des jeunes qui n'ont droit à aucune aide sociale. Sans adresse fixe, ils ne peuvent avoir d'emploi. C'est un cercle vicieux dont bien peu sortent.

Et du coup on voit réapparaître les "cardboard cities" des années 30, ces "villes de carton" établies en plein cœur des jardins du Londres historique, que des équipes spéciales de la police viennent disperser périodiquement et que leurs habitants reconstruisent aussitôt que les flics ont le dos tourné.

Et ce phénomène risque désormais de ne plus seulement toucher les jeunes et les marginaux. Les familles ouvrières se sont lourdement endettées au cours de la dernière décennie afin d'acheter leur logement, faute d'avoir accès à des logements sociaux dont la construction est pratiquement gelée depuis 1982.

Avec l'augmentation brutale du chômage, le nombre des familles incapables de payer leurs traites a augmenté dans des proportions phénoménales. Au point de devenir un problème pour les sociétés de prêt immobilier et de forcer le gouvernement conservateur à dégager 20 milliards de francs de crédits pour venir en aide, pas aux familles endettées, mais... aux banquiers. Ce qui n'a pas empêché ceux-ci de continuer à évincer les mauvais payeurs à tour de bras. Plus de 28 000 familles ont ainsi perdu leur logement en janvier et février de cette année, autant que le total des années 1983 et 1984 réunies.

Manifestation de sans-abri à Londres en mars 92.

Alistair/Gamma

LES SERVICES PUBLICS REDUITS A LA CHARITE

Si, dans la campagne électorale, le problème du logement a été pour l'essentiel ignoré par les politiciens (après tout, les sans-abri n'ont pas le droit de vote et cela ne concerne de toute façon qu'une minorité des couches les plus pauvres, qui en général ne se déplace pas pour voter), celui de la santé publique et de l'éducation ont été au centre des débats.

Les listes d'attente pour le moindre rendez-vous avec un spécialiste, sans parler d'opérations chirurgicales pour lesquelles on peut parfois attendre plus de deux ans, sont proverbiales.

Ce n'est d'ailleurs souvent pas le matériel qui manque, c'est le personnel pour s'en servir. Depuis plus de vingt ans, sous couvert de chasse au gaspi, puis de rentabilisation ouverte, les gouvernements successifs ont gonflé démesurément la bureaucratie de la santé tout en réduisant de plus en plus le budget destiné à payer le personnel soignant et d'entretien.

Résultat : aujourd'hui, la plupart des hôpitaux en sont à recourir à la charité pour assurer un fonctionnement minimum : depuis l'aide des associations charitables officielles, jusqu'à la création de plus en plus fréquente de services spécialisés dans la collecte des fonds, qui envoient des équipes d'employés faire appel au bon cœur de la population dans le métro et les gares, ou encore démarchent les entreprises voisines en leur promettant une publicité de bon aloi en échange de leur obole.

Le phénomène s'est étendu plus récemment aux écoles publiques qui, pour la plupart, sont financées par les municipalités. Il n'est aujourd'hui pas rare que les élèves d'une école primaire rapportent périodiquement une lettre-circulaire à leurs parents leur demandant de verser un minimum d'argent pour permettre de payer les salaires des enseignants jusqu'à la fin du trimestre. Rien d'obligatoire, bien sûr, car ce serait illégal, mais mieux vaut quand même s'y plier si on ne veut pas que ses enfants soient mal vus de l'administration... A titre d'exemple, les familles des élèves d'une école primaire d'une banlieue ouvrière du sud de Londres se sont ainsi vu soutirer plus de 1 000 F chacun au cours de l'année scolaire 1991-1992.

LA GENERALISATION DES P'TITS BOULOTS

Comme en France, les p'tits boulots sont devenus en Grande-Bretagne le principal "remède" contre le chômage. Simplement, cela s'est fait depuis plus longtemps et à une plus grande échelle.

Et cela n'affecte pas seulement les jeunes, par le biais des sempiternels contrats de formation et autres "emplois de proximité" (qu'on appelle là-bas des emplois "communautaires"). Les grandes entreprises s'y sont mises elles aussi, et cela de deux façons.

D'une part par le recours de plus en plus fréquent au temps partiel. Il est par exemple impossible aujourd'hui d'obtenir un emploi d'OS dans une entreprise comme Ford sans passer par un "stage" d'au moins un an à temps partiel (bien que

Arkell/Gamma

la direction s'en défende, bien sûr). Cela permet au trust de tourner le peu de dispositions légales protégeant les salariés contre les licenciements. Surtout, cela lui permet d'avoir un volant de main-d'œuvre totalement flexible. Par exemple, aux presses de l'usine Ford de Dagenham, les temps partiels remplacent les chaînes automatiques en panne, pour porter les tôles à la main, chose qui ne s'était jamais vue jusqu'à présent. Il est fréquent que la direction les renvoie chez eux à l'embauche, ou leur demande de rester pour une deuxième équipe de huit heures, ou encore qu'elle les change d'équipe du jour au lendemain, en fonction des besoins de la production.

Et puis, il y a la généralisation des sous-traitants, surtout parmi les ouvriers qualifiés. Six postes disparaissent dans un secteur, et le lendemain on voit apparaître cinq travailleurs pour assurer la même charge de travail, mais portant les bleus d'une entreprise "extérieure", parfois créée pour la circonstance, avec des salaires de 30 à 50% inférieurs.

Pour l'instant, le patronat s'en tire bien, très bien même si l'on en juge par ses profits. Il sait que, pour chaque emploi, il y a des centaines de postulants, et il joue à fond sa carte. Reste à savoir pour combien de temps. Car un jour où l'autre la colère des travailleurs, rentrée pour l'instant mais néanmoins bien réelle, finira par s'exprimer.

François ROULEAU

Il y a 10 ans

LA GUERRE DES MALOUINES

AFP

Le 2 avril 1982, l'armée argentine débarquait sur les îles Malouines. Le lendemain, les parlementaires britanniques, réunis en session extraordinaire, embouchaient, unanimes, la trompe patriotique et entérinaient la constitution d'une force navale d'intervention. Et le 5 avril, les premiers bâtiments du corps expéditionnaire quittaient l'Angleterre et les bases britanniques de la Méditerrannée vers l'Atlantique Sud.

Cette intervention délibérément exhibitionniste parut d'abord tenir de la farce, avant de tourner à la tragédie et d'apparaître pour ce qu'elle était réellement : une guerre d'intervention des pays riches contre les pays pauvres, pour la défense de l'ordre impérialiste mondial. En ce sens, la guerre des Malouines en préfigura d'autres, contre la Grenade ou plus récemment, sur une tout autre échelle, contre l'Irak.

LE PLUS DERISOIRE DES CONFETTIS DE L'EMPIRE

Bien peu de Britanniques soupçonnaient ne serait-ce que l'existence des îles Malouines, avant qu'elles ne fassent la Une des quotidiens. Cet archipel de rochers, situé à plus de 10 000 km de l'Europe, le long des côtes argentines, possession anglaise depuis 1833, était surtout remarquable par son insignifiance. Le recensement de 1980 y avait compté 1 800 habitants, dont 500 temporaires ; guère de terre cultivable ; un cheptel de 600 000 moutons ; et un nombre indéterminé de... pingouins. Il était la chasse gardée de la Falklands Islands Company, qui contrôlait plus de 60% de son économie mais dont pas un actionnaire n'habitait l'archipel.

L'Argentine avait toujours revendiqué les Malouines, en toute logique d'ailleurs. Quant aux gouvernements anglais, ils avaient envisagé depuis longtemps la possibilité d'un transfert. Depuis 1910, de multiples négociations s'étaient tenues, sans jamais aboutir, mais sans rupture réelle, achoppant semble-t-il sur le prix qu'en demandait la Grande-Bretagne et les droits qu'elle exigeait sur les zones maritimes voisines.

Quant aux habitants des Malouines, dont un tiers avait émigré en Nouvelle-Zélande depuis 1945, le gouvernement britannique leur accordait si peu d'importance qu'il leur avait refusé la pleine citoyenneté et ne leur reconnaissait toujours pas le droit d'élire leur propre Conseil exécutif, l'organe de gouvernement de l'archipel.

DE LA FARCE A LA TRAGEDIE

Du jour au lendemain, les travailleurs britanniques apprirent donc que le pays devait se mobiliser pour la défense de ce rocher inconnu.

Dans un premier temps, cela suscita plus d'incrédulité et de plaisanteries que d'inquiétude. Pour beaucoup, tout ce bruit ne pouvait être plus qu'une nouvelle lubie de Thatcher.

Mais, après un mois de ce qui semblait une guerre d'opérette, vint le choc. Le 3 mai, le *Sun*, le quotidien le plus lu du pays, titrait *"Gotcha"* ("On vous a eu") pour saluer le torpillage du croiseur argentin General Belgrano et la mort de plus de 300 marins à son bord (il fallut plusieurs années avant qu'on apprenne que cet acte "héroïque" n'avait été qu'une provocation pour empêcher toute solution négociée). Le lendemain, les premières victimes étaient annoncées côté anglais : le *Sheffield* était coulé par un missile *Exocet* et deux chasseurs-bombardiers étaient abattus.

C'était bien la guerre. Le *Sun* s'auto-proclama *"le journal qui soutient nos p'tits gars"* et l'ambiance chauvine devint omniprésente. Ceux qui ne voulaient pas de cette sale guerre, et ils étaient nombreux, se trouvèrent soudain isolés, sans moyen de se compter.

A la mi-mai, le corps expéditionnaire comptait près de 200 vaisseaux de guerre et de soutien, avec à leur bord plus de 70 000 hommes. Le 21, les premiers commandos parachutistes sautèrent sur la baie de San Carlos. Trois semaines plus tard, le commandement argentin remettait sa reddition.

La vérité sur ces trois semaines de guerre au sol filtra peu à peu des récits des rescapés. Rien à voir avec le rutilant des uniformes de la marine de Sa Majesté : ils ne parlaient que de tranchées, de boue, de corps à corps meurtriers et de gaz paralysants.

LA GUERRE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES

Au total on compta 259 tués et 775 blessés côté anglais, et au moins deux fois plus côté argentin. Autant de morts que d'adultes actifs dans l'archipel, et trois fois plus de blessés.

En occupant les Malouines, la junte militaire argentine cherchait évidemment à détourner le mécontentement populaire de la crise économique, en réveillant le nationalisme. Mais, à en juger par son manque de préparation militaire (par exemple l'absence de stocks de carburants), on peut penser que la junte ne s'attendait pas à une réaction militaire britannique.

Ce qui est certain, c'est que les motifs de l'Etat britannique pour passer à l'offensive n'avaient rien à voir avec son souci du sort des habitants de l'archipel.

La réactivité et le chauvinisme exacerbés dont fit preuve le régime de Thatcher avaient sans doute lui aussi pour objectif de faire diversion, à un moment où le chômage avait atteint son point le plus élevé et où de multiples mouvements sociaux, dans la santé et les chemins de fer en particulier, menaçaient la crédibilité du gouvernement.

Mais plus encore, c'était des intérêts généraux de l'impérialisme qu'il s'agissait. Comme Bush à la veille de la guerre du Golfe, Thatcher invoqua le "droit international" et le leader travailliste Michael Foot *"la nécessité de faire en sorte qu'à l'avenir aucune agression odieuse et brutale ne pourra réussir dans le monde"*. Au-delà de l'Argentine, c'est à l'ensemble des pays pauvres que fut adressée la riposte, sous la forme d'une démonstration de la puissance militaire de l'impérialisme.

La guerre des Malouines a incontestablement marqué un glissement vers la droite dans le pays, redoré le blason du chauvinisme et renforcé l'arrogance du patronat. Et ce n'est pas par hasard si, moins de 18 mois après la fin de la guerre des Malouines, ce fut contre les mineurs en grève que Thatcher en appela à l'*"esprit des Malouines"* pour chasser *"l'ennemi de l'intérieur"*.

F. R.

Ex-Yougoslavie

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE, PROIE DES NATIONA-LISTES

AFP

Un membre des forces bosniaques riposte au feu de tireurs serbes.

Les affrontements inter-communautaires qui ont fait s'effondrer l'ex-Yougoslavie viennent de prendre en République de Bosnie-Herzégovine un tournant dramatique depuis le début de mars 1992. Terre de rencontre de diverses populations que l'histoire a fixées dans la région, la Bosnie-Herzégovine est essentiellement composée de Musulmans (43,7% de la population), de Serbes (31,4%) et de Croates (17,4%).

Ces communautés, ou plus exactement les dirigeants nationalistes qui se sont chacun constitué une base communautaire, n'ont évidemment pas une politique indépendante du conflit qui ensanglante l'ancienne Fédération yougoslave. Les responsables serbes revendiquent leur rattachement à la Serbie et, partant, la partition de la Bosnie. Les Croates, s'opposant aux Serbes, revendiquent soit leur rattachement à la Croatie, soit ont fait alliance (une alliance sans doute très ponctuelle) avec la troisième composante nationale de la République, les Musulmans. Ces derniers, ne souhaitant pas tomber sous la coupe d'une petite Yougoslavie réduite à la Serbie et au Monténégro, se sont faits les champions de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

Le Parlement bosniaque avait voté une déclaration d'indépendance, sitôt suivie, le 1er mars, d'un référendum où une majorité de la population s'est prononcée pour l'indépendance, justement. Mais cela s'est fait en l'absence de la communauté serbe dont les dirigeants ont refusé le scrutin.

La partition de la République en trois régions indépendantes avait d'ailleurs déjà été envisagée. Des négociations avaient même été engagées par les représentants des diverses communautés - et sous l'égide de la CEE - en février dernier. Elles avaient abouti à un accord de principe sur un projet de réorganisation de la Bosnie-Herzégovine où trois unités, formées sur une base ethnique, se partageraient le pouvoir. Mais entre des découpages établis par des "spécialistes" de la CEE qui s'étaient penchés sur une carte ethnique de la région, et leurs résultantes sur le terrain, il y a un monde, une impossibilité même de pouvoir trancher dans les populations, tant celles-ci sont imbriquées et mêlées. Lesdits "spécialistes" ne s'en sont sortis sur le papier que par des gymnastiques irréalistes, comme des rattachements de villages à d'autres zones, ou bien des créations de corridors pour relier les enclaves entre elles.

Finalement, les puissances européennes ont préféré s'orienter vers la reconnaissance pure et simple de la Bosnie-Herzégovine (reconnaissance qui est devenue effective le lundi 6 avril), fermant ainsi la porte aux revendications des nationalistes serbes.

Les Européens espéraient peut-être que le déploiement des forces de l'ONU briderait les appétits serbes. Mais si tel a été leur calcul, il s'est révélé faux. Le conflit latent qui couvait en Bosnie-Herzé-govine a éclaté ouvertement. Des heurts ont opposé les milices serbes à la police bosniaque dans la capitale. D'autres affrontements meurtriers ont eu lieu dans le nord de la République, opposant Serbes, Musulmans et Croates. Et surtout les députés serbes de Bosnie-Herzégovine, qui condamnent ce qu'ils nomment la *"sécession du reste de la Yougoslavie"*, ont proclamé l'indépendance de la *"République serbe de Bosnie-Herzégovine"* et revendiqueront sans doute son rattachement à la Serbie.

Cependant, une des caractéristiques de la situation dans cette République semble être l'existence d'un mouvement opposé aux conflits inter-ethniques. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont ainsi venues manifester dans la capitale, Sarajevo, malgré les tirs qui les visaient et qui ont fait déjà plusieurs morts parmi elles. Ce courant est-il l'expression de tous ceux qui ne veulent pas se laisser diviser, ou bien représente-t-il le sentiment des nationalistes bosniaques opposé à celui des Serbes ou des Croates ? Toujours est-il que, s'il se trouve en Bosnie-Herzégovine, comme dans les autres Républiques de l'ex-Yougoslavie, des femmes et des hommes qui refusent le nationalisme, ce serait là un gage d'espoir pour l'avenir, puisque de toute évidence les nationalismes ne peuvent conduire qu'à des affrontements fratricides et sans issue, dans lesquels les populations sont appelées à s'entretuer pour les profits de quelques cliques de privilégiés.

Georges LATTIER

La manifestation pacifiste de Sarajevo, sous le feu des tireurs en embuscade.

AFP

Etats-Unis

POUR LE DROIT DES FEMMES À DISPOSER D'ELLES-MÊMES !

La manifestation nationale pour le respect du droit à l'avortement aurait réuni à Washington, dimanche 5 avril, plusieurs centaines de milliers de manifestantes et manifestants, près de 500 000 selon *Libération* du 7 avril.

Ce serait - si toutefois ce chiffre n'est pas exagérément gonflé - un incontestable succès pour le mouvement en faveur du droit à l'avortement aux Etats-Unis.

Ce droit élémentaire a été reconnu au niveau constitutionnel par une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, il y a à peine vingt ans, en 1973. Mais les temps ont changé et, depuis un bon nombre d'années déjà, différents arrêts de cette même Cour Suprême ont battu en brèche cette décision de 1973, toute une série d'Etats ayant été autorisés à légiférer à leur guise en la matière.

Certes, au fil des nominations de juges sous l'administration Reagan puis Bush, ladite Cour Suprême se trouve composée de membres plus ouvertement réactionnaires qu'en 1973. Mais c'est surtout la pression des milieux et d'une opinion réactionnaires, qui est allée en s'aggravant, qui fait qu'aujourd'hui la menace qui plane sur la liberté des femmes américaines est devenue celle d'un retour en arrière général, d'une annulation de la décision de 1973 au plan national.

Les manifestants s'adressaient au Congrès américain, revendiquant de lui au contraire l'inscription de cette décision dans la loi fédérale. Selon une des organisatrices, *"le Congrès est notre dernière chance. (...) Nous perdons devant les tribunaux, mais le mouvement l'emportera dans les urnes"*. Il faut le souhaiter. En ce temps de campagne pour l'élection présidentielle, leurs voix ont peut-être une chance d'être mieux entendues par les élus et les candidats, en pleine rivalité pour le pouvoir...

Il est à noter que ceux d'entre ceux-ci qui se disputent l'investiture du Parti Démocrate pour la course à la présidence, Bill Clinton et Jerry Brown, ont tenu à se montrer à la manifestation de Washington, même s'ils n'ont pas été autorisés à y prononcer leurs discours. C'est une occasion à saisir pour eux, d'autant que Bush a pris position, pour sa part, contre le droit des femmes à interrompre une grossesse, ce qui ne l'aide sans doute pas à s'assurer les voix des femmes (y compris dans son propre camp républicain).

Il est clair que toutes celles et ceux qui entendent mettre en échec l'offensive réactionnaire de longue haleine sur la question de l'avortement ont de toute façon intérêt à compter davantage sur leur propre mobilisation que sur les éventuelles promesses de quelque politicien que ce soit. Ils ont peut-être marqué un point sérieux ce 5 avril, quelles que puissent être les arrière-pensées politiciennes, pro-démocrates, des organisations qui ont lancé cette manifestation.

C. L.G.

LA DISPARITION -TEMPORAIRE- D'ARAFAT AVAIT DE QUOI INQUIÉTER L'IMPÉRIALISME

La disparition, au-dessus du désert libyen, de l'avion transportant Yasser Arafat, a provoqué, dans la nuit de mardi à mercredi, une mobilisation quasi-générale des chancelleries occidentales. Les Etats-Unis ont promis leur aide ; la France, contactée par la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), a offert ses services de recherche aérienne et par satellite.

Et ce déploiement de moyens a été efficace, on a retrouvé Arafat en quelques heures.

Yasser Arafat, parce qu'il préside l'OLP depuis plus de vingt ans, incarne à l'échelle internationale la lutte du peuple palestinien pour un Etat et une terre à soi. Au moment où les puissances occidentales, et au premier chef les Etats-Unis, parlent (mais ce ne serait pas la première fois !) d'un réglement général de la "question" du Moyen-Orient, et donc aussi du "problème" palestinien, il aurait été impensable que ces mêmes puissances occidentales paraissent se désintéresser du sort d'un Arafat qui s'est imposé comme le représentant du peuple palestinien.

Mais Arafat n'est pas seulement un symbole et le représentant d'un peuple condamné à l'exil depuis plus de quarante ans. Il est devenu, précisément parce qu'il s'est imposé à la direction de la lutte de ce peuple, un des éléments de l'équilibre moyen-oriental et finalement de l'ordre dans cette région.

Et cela ne date pas d'hier. Cela s'est manifesté à maintes reprises, notamment par le refus des dirigeants de l'OLP de chercher à utiliser leur capital de sympathie auprès des masses pauvres des pays arabes accueillant la diaspora palestinienne pour offrir à ces masses, partout en butte à des régimes plus ou moins dictatoriaux et soutenus par l'impérialisme, l'aide politique et militaire des combattants palestiniens. Au contraire, l'OLP s'employa partout et tout le temps non seulement à ne pas combattre ces régimes, mais à leur donner un brevet "d'amis des Palestiniens", même quand cela s'avérait suicidaire du strict point de vue de la protection des Palestiniens, comme en Jordanie en 1972 ou quelques années plus tard au Liban. Dans chaque cas, cela se solda par des massacres de Palestiniens mais aussi de combattants de gauche libanais qui avaient cru pouvoir compter sur l'aide de l'OLP contre l'extrême-droite, relais local des puissances occidentales, particulièrement de la France.

En plus de vingt années qu'il se trouve à la direction de l'OLP, Arafat a multiplié les gages de responsabilité vis-à-vis de l'ordre mondial, des intérêts de l'impérialisme dans cette région. Certes, l'OLP a cherché à infléchir, y compris par les armes, les prises de décisions des dirigeants impérialistes, dans le sens d'un réaménagement de cet ordre. Mais jamais sans attenter à cet ordre. Et surtout en répétant inlassablement que l'OLP attendait de la seule "communauté internationale", c'est-à-dire des puissances impérialistes, qu'elle fasse droit aux revendications palestiniennes.

Finalement, en allant repêcher Yasser Arafat dans le désert libyen, les Etats-Unis et la France à leur suite ont voulu récupérer une garantie que le combat des masses palestiniennes ne débordera pas du cadre général des équilibres gérés par l'impérialisme.

P.L.

AFP

Arafat se réconciliant avec Hussein de Jordanie, pourtant responsable du massacre des Palestiniens lors du "Septembre Noir" !

LO

Hospices civils de Lyon

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES ET FERMETURES DE LITS A L'ORDRE DU JOUR

Un des thèmes de la campagne électorale à Lyon a été le "Plan Noir", plan de restructuration pour les Hospices Civils de Lyon (HCL). Il prévoit en effet le développement de trois grands pôles hospitaliers au Nord, au Sud et à l'Est de Lyon, s'accompagnant de la fermeture de 8 hôpitaux actuellement existants, en particulier l'hôpital Edouard Herriot, qui comprend 1320 lits, et qui est depuis peu desservi par le métro, et l'Hôtel-Dieu, qui était apprécié pour sa position centrale, et dont la rénovation, ces dix dernières années, a coûté 130 millions de francs.

Bien qu'il soit prévu d'agrandir deux hôpitaux et d'en construire un autre, environ 1500 lits devraient disparaître dans cette opération. Et il est prévu de privatiser un certain nombre de secteurs économiques et généraux.

Le projet de Michel Noir a rencontré pas mal d'hostilité, jusqu'au sein du Conseil d'administration, où il a fallu qu'il exerce des pressions sur certains membres, lors d'une suspension de séance, pour arriver à obtenir une très faible majorité pour faire passer son projet. Parmi les hospitaliers, c'était plutôt la résignation et le sentiment qu'on ne pouvait rien faire pour l'empêcher. Il y a eu des débrayages, mais ils ont mobilisé surtout le personnel des services économiques et généraux de l'hôpital E. Herriot, qui sont les plus inquiets pour leur avenir.

En fait, ce plan n'a rien de surprenant. Car même si, pendant la campagne électorale, les candidats du Parti Socialiste se sont dressés contre lui, il s'inscrit en fait dans le cadre du projet gouvernemental de suppression, au niveau national, de 60 000 lits dans les hôpitaux publics. D'ailleurs le ministre des Affaires sociales, Jean-Louis Bianco, avait envoyé à Michel Noir une lettre de soutien à son plan, soutien qu'il a retiré quelques jours avant les élections !

Le Plan Noir devrait être financé en partie par la Région en partie par le budget des HCL et en partie par un emprunt contracté par les HCL. Si bien que l'argent des HCL prévu pour ce projet commence déjà à être soustrait du budget de fonctionnement.

Ainsi, à l'hôpital E. Herriot, la rénovation progressive des pavillons est arrêtée : il faudra donc rester, pour beaucoup, dans des locaux vétustes jusqu'à la fermeture de l'hôpital. Egalement, le budget "humanisation" va être supprimé d'ici trois ans. Enfin le budget entretien pour 1992 a été diminué par l'Etat de 36,8 %. Et le budget "intérimaires" a été épuisé, au 31 mars. En cas de manque de personnel, on ferme les services. Cela a déjà commencé à être appliqué dès le 1er avril.

Il y avait déjà des problèmes pour faire passer les malades d'un service d'urgence à un service "lent", par manque de lits. Eh bien maintenant, c'est encore pire, surtout pour les personnes âgées, qui sont les premières refusées... et envoyées dans le privé. Autre exemple d'économie : le budget "prothèses orthopédiques" a été diminué de moitié : quand il sera épuisé, on arrêtera de poser des prothèses.

Pour essayer de faire passer cette politique, la direction générale des HCL a organisé des "Etats généraux de l'hôpital" afin de lutter contre la "démotivation du personnel" ! 400 hospitaliers sont venus pour s'entendre dire qu'il faut s'adapter au Plan Noir, que c'est la "3e guerre économique" et qu' il faut se comporter en entreprise privée pour être concurrentiels face au privé. Pas un mot sur l'intérêt des malades.

Bien des hospitaliers ont l'impression de revenir en arrière car les conditions de travail, et d'hospitalisation pour les malades se dégradent de plus en plus vite. Alors qu'on a des moyens de plus en plus perfectionnés pour combattre la maladie, on se donne de moins en moins les moyens de répondre aux besoins de la population et on introduit de plus en plus la loi de l'argent dans un domaine où elle n'aurait pas lieu d'être. Les hôpitaux publics tendent à se comporter non plus comme des services publics mais comme des entreprises privées. Et ce sont les cliniques privées qui vont récupérer tous ceux qui n'auront pas trouvé place dans les hôpitaux publics... à condition qu'ils soient solvables.

Correspondant L.O.

Syndicat

Congrès de la CFDT

"RECENTRAGE" CONFIRMÉ

En ouvrant le 42e congrès de la CFDT, le secrétaire général de cette confédération, Jean Kaspar, a donné le ton et appelé à la constitution d'un "pôle réformiste indépendant" qui permettrait de compenser le handicap des divisions syndicales. En matière de lutte contre le chômage, les propositions de Kaspar se résument semble-t-il (mis à part les hypocrites lamentations) à demander que soient enfin réunis des états généraux promis de longue date par les gouvernements socialistes.

Et c'est d'une audace comparable que Kaspar a fait preuve à propos des problèmes posés par la mise en place du travail de nuit des femmes ou du travail du dimanche : à leur sujet, Kaspar affirme attendre de pied ferme les propositions concrètes du gouvernement en matière de garanties et de contreparties pour les salariés. Quant au SMIC, il en réclame tout de même la revalorisation, mais sans la chiffrer. Bref, le gouvernement n'a qu'à bien se tenir, accusé qu'il est de ne pas avoir "abordé dans la clarté la construction des nouvelles règles du jeu social" ; et le patronat aussi, dont Kaspar affirme qu'il "porte une responsabilité dans l'aggravation du chômage" et qu'il se contente "encore trop d'un rôle de lobby, au détriment de sa responsabilité d'acteur économique".

On est décidément bien loin du langage de la CFDT des années qui suivirent Mai 68, quand les dirigeants de cette centrale essayaient d'accroître leur audience et leur poids dans la classe ouvrière en faisant de la surenchère vis-à-vis de la CGT. L'heure était aux revendications radicales, d'autant plus facilement d'ailleurs que, vu le relativement faible poids de la CFDT dans la classe ouvrière, ce radicalisme ne constitua jamais une menace pour la bourgeoisie. Et les dirigeants de la CFDT, qui enfourchaient parallèlement le cheval de bataille d'un retour à des pratiques plus démocratiques, parvinrent en partie alors à canaliser vers eux non seulement des adhérents parmi les travailleurs, mais aussi des forces militantes issues de la gauche et de l'extrême-gauche.

On prêta ainsi pendant des années à la CFDT incontestablement plus de vertus combatives et démocratiques qu'elle n'en eut jamais. Quant à l'appareil qui se constitua au fil des années 1970, bientôt marquées sur le plan politique par la lutte du Parti Socialiste pour accéder au gouvernement, il ne tarda pas à dissiper les illusions et à amorcer un "recentrage" destiné non seulement à mettre les gauchistes au pas, mais à préparer la CFDT à postuler, en cas de victoire électorale de la gauche, au rôle d'interlocuteur privilégié des dirigeants socialistes.

Mais la CFDT n'était pas la seule à postuler. Et si, depuis 1981, la CFDT n'a pas réalisé sur ce point ses ambitions, ce n'est pas faute d'avoir tenu ses engagements vis-à-vis des dirigeants socialistes et du patronat. Du blocage des salaires aux plans de licenciements, en passant par les mille et une attaques dont les travailleurs ont été victimes, la CFDT n'a pas cessé de cautionner de plus en plus ouvertement la politique anti-ouvrière des dirigeants socialistes. Ses dirigeants n'ont pas manqué une occasion de justifier ces derniers, d'inciter les militants à faire de même, décourageant du même coup beaucoup d'entre eux de l'activité syndicale. Et c'est cette évolution politique vers un syndicalisme qui défend ouvertement les positions patronales et gouvernementales dans la classe ouvrière que Jean Kaspar veut faire avaliser une nouvelle fois. Sans remous, dit-il. Peut-être. Car même s'il reste bien sûr dans la CFDT bien des militants, bien des travailleurs qui souhaitent défendre les intérêts de leur classe, ils sont sans poids sur l'appareil qui s'est constitué tout au long de ces années.

Oh ! bien sûr, tout cela n'empêche pas les dirigeants de l'appareil CFDT de prétendre parler au nom des intérêts bien conçus des travailleurs. Ils voudraient faire passer la plate copie de la vision patronale de l'économie comme une conception nouvelle d'un syndicalisme plus adapté à la période, plus efficace que les vieilles idées de lutte de classe. Ils s'appuient sur la démoralisation de la classe ouvrière, et voudraient qu'elle reste passive.

C'est bien pourquoi les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre de ce qui peut sortir de ce congrès, car ils n'ont certainement pas besoin d'appareils syndicaux au service du patronat ou du gouvernement. C'est au contraire de militants ouvriers, conscients qu'il faut préparer les luttes pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, que les travailleurs ont besoin. De tels militants existent, c'est certain, dans toutes les organisations syndicales, à la CFDT comme à la CGT ou à FO. Et il faudra que ce soit eux (eux, et pas les Kaspar et autres) qui pèsent demain dans les luttes sociales que la politique de la bourgeoisie ne peut manquer de provoquer.

H.M.

Dans les entreprises

Chèques postaux Montparnasse (Paris XVe)

UNE EMPLOYÉE RÉTABLIE DANS SES DROITS GRACE A LA SOLIDARITÉ DU PERSONNEL

La Poste, qui a sponsorisé les Jeux de Grenoble, s'est apparemment mis en tête d'exiger une forme physique quasi olympique de ses employés. Les comités médicaux, chargés de juger l'aptitude du personnel à occuper tel ou tel poste, ont visiblement reçu des consignes de sévérité. Et ils les appliquent, au mépris souvent des droits des candidats et parfois même de la plus élémentaire logique. Une employée des Chèques Postaux Montparnasse vient d'en faire l'expérience, avant de voir ses droits finalement reconnus grâce à sa détermination et à la solidarité active du personnel.

Cette employée, mère de famille, travaillant comme femme de ménage et payée à ce titre au plus bas de l'échelle, 5 000 francs par mois, avait réussi le concours de préposé. Cela lui procurait une augmentation de salaire mensuelle de 800 francs. Mais les médecins chargés d'entériner sa nomination comme factrice, dans le département de l'Essonne, ont d'abord décidé d'opposer leur veto, ce qui revenait à la maintenir à son salaire précédent. Prétexte : cette personne aurait présenté un risque "d'obésité majeure".

C'est ce que l'employée concernée, fort heureusement pour elle en très bonne santé (elle n'avait même eu pratiquement aucun arrêt maladie ces dernières années), a finalement appris à sa grande surprise en prenant connaissance de son dossier, par l'intermédiaire et grâce à la diligence de son médecin personnel. En effet, pour comble d'hypocrisie administrative, le motif des décisions des médecins de l'administration n'est pas communiqué aux intéressés.

Décidée à faire valoir ses droits, elle a fait établir un contre-dossier médical par un professeur de médecine et elle a fait connaître autour d'elle l'injustice dont elle était victime. Avec l'aide des militants CGT et CFDT de l'immeuble et de nombreuses collègues, indignées par l'affaire, une pétition a circulé. 700 signatures ont été recueillies dans les services et à l'entrée de la cantine. A plusieurs reprises, des cadres responsables ont été pris à partie.

La décision arbitraire de la Poste, qui ne cesse pourtant d'inciter le personnel à passer des concours, a fait l'unanimité contre elle. Tout était révoltant, à commencer par le motif fantaisiste invoqué contre une employée dont la forme physique n'avait jusque-là pas inquiété outre mesure ses supérieurs quand il s'agissait de lui faire manier le balai.

Devant les réactions du personnel, l'administration a préféré reculer. Un second comité médical a annulé la précédente décision et entériné la nomination, qui a été annoncée dès le lendemain. Les employées qui avaient fait bloc autour de notre collègue attendaient la nouvelle avec impatience. Elles n'avaient pas caché qu'en cas d'obstination, le comité médical et l'administration ne s'en tireraient pas comme cela et que l'affaire serait communiquée à la presse avec toute la publicité souhaitable.

L'incident est donc clos. Mais la Poste n'en sort pas blanchie pour autant, ni ses médecins, semblables à ceux de Molière, au diagnostic si diplomatique, ni surtout ceux qui leur donnent des ordres. Car ces messieurs n'en sont certainement pas à leur coup d'essai. Ils tablent bien souvent, pour faire leurs mauvais coups en douce, sur la réticence compréhensible de leurs victimes à rendre publiques les maladies ou faiblesses physiques dont on les accuse. La preuve est faite en tout cas que, pour soigner ces directeurs, la peur de nos réactions et du scandale constitue un traitement efficace.

Correspondant LO

RVI-Limoges

DIRECTEUR ET SOUS-DIRECTEUR A LA PORTE !

Mercredi 1er avril, dès l'annonce d'un nouveau plan de 320 licenciements, nous avons débrayé dans les travées A,B,C,D.

Et le débrayage a gagné aussitôt les autres bâtiments. Nous nous sommes retrouvés à environ 300 devant le bâtiment 0 pour crier notre colère.

Comme à leur habitude, le directeur et le sous-directeur sont sortis. Mais cette fois-ci, aucun autre cadre n'a pointé son nez. Après avoir jeté un coup d'œil, tous se sont calfeutrés dans leurs bureaux.

Le directeur a voulu justifier le nouveau plan de licenciements, mais très vite le ton est monté. L'idée a commencé à circuler : virons-les de l'usine.

Après une course-poursuite à travers les voitures garées, directeur et sous-directeur se sont retrouvés sur le trottoir, devant l'usine... histoire de leur montrer ce que c'est d'être à la rue. Et ils étaient plutôt blêmes, n'en menant pas large !

Lundi 6, les premières lettres de menaces du directeur sont arrivées : les événements du 1er avril sont inadmissibles ! Et ils nous menace, si cela se reproduit, de prendre de sévères sanctions, voire de poursuites judiciaires pour voies de fait.

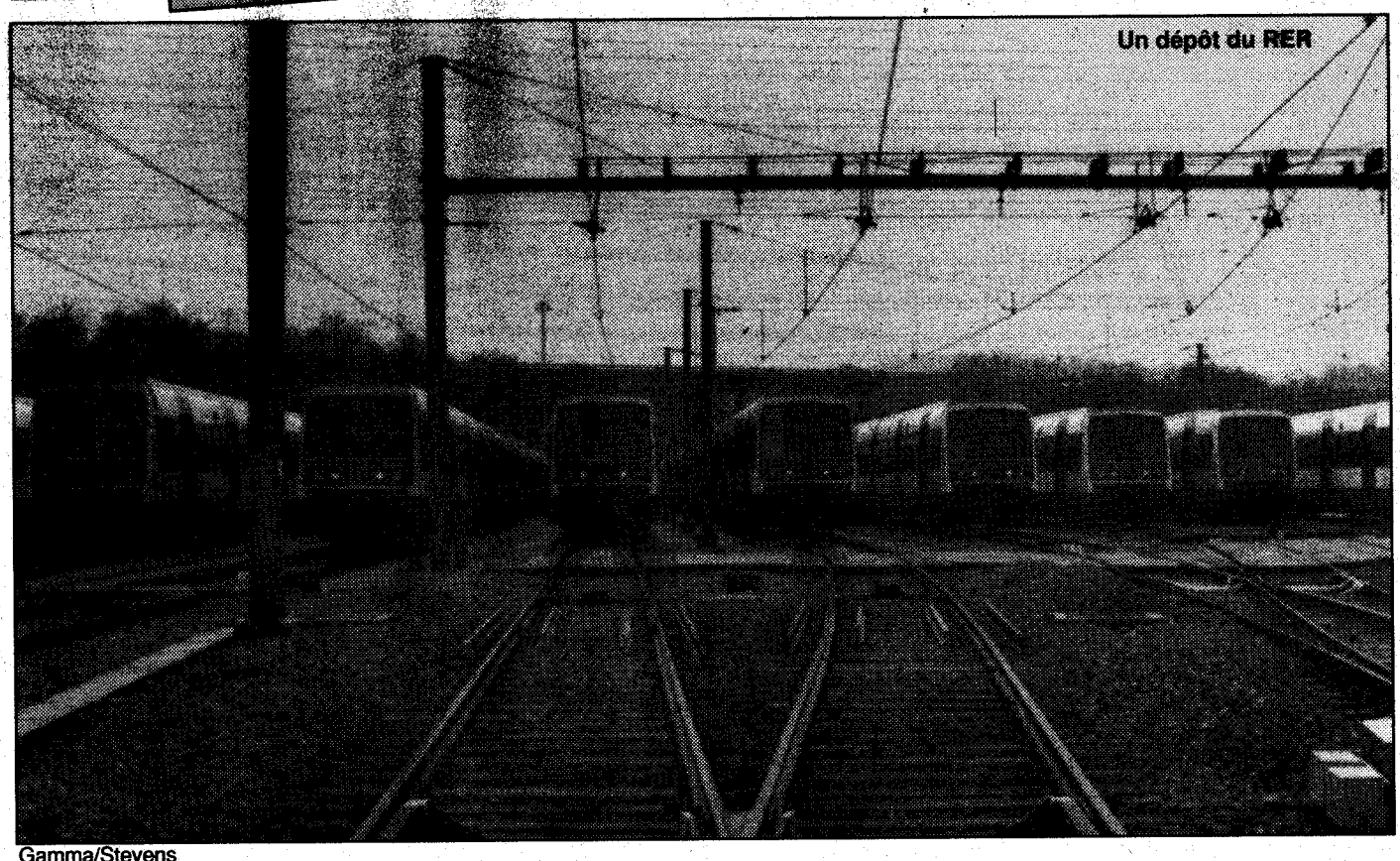
Comme si 320 licenciements, qui viennent après des centaines d'autres, ce n'était pas inadmissible ! Comme si ce n'était plus que des menaces !

Toujours lundi 6, on apprenait la répartition des licenciements selon les services et aussi que, sur les 320 licenciements, il y aurait 62 FNE.

Aussitôt, nous avons de nouveau débrayé trois quarts d'heure pour protester contre l'envoi des lettres et contre le plan de licenciements.

Après les nombreux plans qui ont précédé celui-là, nous sommes un certain nombre à penser que, cette fois-ci, il faut leur montrer notre colère, ne pas s'arrêter là et leur montrer que ce qui s'est passé depuis le 1er avril n'est qu'un avertissement pour la direction.

Correspondant LO



Un dépôt du RER

Gamma/Stevens

RATP-Région parisienne

DES DÉBRAYAGES EN GUISE DE PREMIÈRE ATTRACTION

• Métro et RER

Le 31 mars, le trafic a été très largement paralysé ou complètement interrompu sur la ligne 1 du métro (Vincennes-La Défense) ainsi que sur le RER ligne A par une grève. Ces mouvements avaient lieu à l'occasion de l'inauguration sur la ligne 1 d'un prolongement jusqu'à La Défense et sur le RER de l'ouverture de la station Chessy et du tronçon construit pratiquement uniquement pour desservir le parc Euro-Disneyland, qui doit, lui, ouvrir le 12 avril.

L'ensemble des syndicats appelaient à la grève, mis à part la CFDT qui s'est retirée au dernier moment, sous le prétexte, disait-elle, que les revendications étaient trop catégorielles. A moins que les dirigeants CFDT n'aient cédé à d'"amicales" pressions du PDG (socialiste) Blanc ?

Sur la ligne 1, les grévistes demandaient une prime d'ouverture de 2000 francs (comme cela s'est fait récemment sur la ligne B lors de l'inauguration d'Orlyval) ou 4 jours de congé, à prendre quand le service le permet (à "mettre en fiche", selon le langage RATP). Ils demandaient aussi la création d'un poste de chef de manœuvre pour surveiller les garages et dégarages des trains à La Défense, et un conducteur de renfort au terminus de Porte-Maillot. La direction proposait, elle, 2 jours pour tous, s'il n'y avait pas de grève pour l'inauguration. C'est raté !

Sur le RER, même chose. La direction proposait 2 jours à mettre sur fiche et... des places pour Disneyland, à condition là aussi que les agents soient sages et ne fassent pas de vagues. Les agents, eux, demandaient une prime de 2000 francs pour l'ouverture du parc, une prime mensuelle de 300 francs, et l'assurance que les grilles de repos et des congés annuels ne seraient pas modifiées. En effet l'ouverture du parc va amener sur cette ligne déjà surchargée de très nombreux voyageurs supplémentaires durant les périodes de vacances et les week-ends.

En tout cas le PDG et le directeur du département métro, qui devaient inaugurer l'un le RER et l'autre La Défense, étaient paraît-il furieux. Ils se sont retrouvés coincés avec leur suite, attendant d'hypothétiques trains. Le président en a été réduit à faire son inauguration en bus ! Et pourtant, sur la ligne 1 par exemple, la direction avait mis le paquet en faisant venir des conducteurs d'autres lignes pour essayer de briser la grève. Mais elle en a été pour ses frais.

Dans un contexte où les salaires sont bloqués, comme ailleurs, et où une réorganisation qui risque de remettre en cause pas mal d'acquis est en train de s'installer, les agents des autres lignes ont vu avec sympathie ces mouvements, même s'ils étaient catégoriels. Le sentiment général était : "Ils ont raison !"

Pour le moment, la direction n'aurait rien lâché, et d'ores et déjà une grève est prévue sur le RER pour le 12 avril, jour de l'ouverture de Disneyland. Mickey risque d'avoir un sourire un peu crispé ce jour-là !

Enfin, une journée d'action est prévue pour le 16 avril, appelée par tous les syndicats, concernant toutes les déréglementations, remises en cause des acquis, augmentation éventuelle du temps de travail, que la direction essaye de faire passer actuellement.

Correspondant LO

• Autobus

Sur le réseau routier : le prolongement de la ligne 1 du métro a des conséquences sur certaines lignes de bus des dépôts de Nanterre et Charlebourg (banlieue ouest). Elles voient en effet leur trafic augmenter sans moyens supplémentaires.

Les machinistes ont débrayé mercredi 1er avril, à Nanterre à 80 %. Mais à Charlebourg la grève a été moins suivie, du fait que certains syndicats ont retiré leur préavis. La revendication de 2 jours de TS (Temps Supplémentaires) et d'une prime de 2000 F était avancée par certains syndicats. La CGT soulignait qu'une compensation ponctuelle ne réglerait pas le problème de la surcharge permanente ; elle réclame une augmentation des effectifs, des salaires et du nombre de voitures. La direction a finalement accordé deux jours de TS, avec des modalités différentes selon le dépôt et non sans avoir fait d'abord un chantage (le TS, à condition qu'il n'y ait pas de grève !), mais les machinistes ne se sont pas laissé impressionner.

En fait, cette grève a traduit une inquiétude plus générale sur l'avenir et sur ce que leur réserve la direction.

Souscription

Les listes de souscription de Lutte Ouvrière ne sont pas encore toutes rentrées. La somme de 1 048 500 F que nous indiquons n'est donc pas encore définitive. Nous continuons ci-après, ainsi que dans le ou les prochains numéros de *Lutte Ouvrière*, la publication de ces listes.

Rouen : Annie Josse, 100. Chantal Soyer,100. Tante, 200. Daniel, 100. Violaine, 50. Annick, 50. Sylvie, 50. Elisabeth, 100. Un cheminot, 100. Catherine, 100. X, 50. François, étudiant, 200. Carelin Marie, 100. Sandra, 200. Sophie, 50. José·, 100. Dominique, 200. Enseignant rouen, 80. Enseignante, 50. Soutien réunion publique Elbeuf, 220. Une mère de militante, 100. Xavier Rafini, 50. Etudiante de Caen, 50. Daniel, 100. Michèle Aline, 100. Geneviève B, 100.
SNCF Ateliers Quatre Mares : Wattebled, 10. Doudet, 30. Leborgne, 30. Motte, 10. Petit, 20. Un cheminot, 30. Mouffle, 20. Stalin, 30. Zurita, 20. Adis, 20. Aenru, 15. Mme X, 30. Nenette, 20. Cheminot Quatre mares, 300. Cheminots, 50, 10, 15, 35, 10, 10. Une électrice, 50. Cheminot, 20.
SNCF Quatre Mares St Etienne du Rouvray : Rémy, 100. Pascal, 50. Jojo, 10. Un exploité·, 50. Georges, 20. Fanfan, 20. Un prolo, 20. Un exploité (chef), 20. Un exploité· peintre, 20. Serge, 10.Poulet, 30. Un prolo, 20. Un copain EDF, 50. Gérard, 25. Georges, 25. Lapin, 20. Thierry, 10. Pierre, 20.
Rouen CHU : Personnel CHU Rouen, 50. Laurence CHU, 100. Jojo CHU, 100. Nicole CHU, 100. Christien CHU, 50. Daniel CHU, 100. Annie CHU, 100. Martine, CHU, 50, Florence, 100. 2 pers, 50. 2 peres, 50
Rouen CPAM : Une copine, 500. Secrétaire médicale, 200.
Ralston Caudebec : Gérard Lambert, 50. Dominique Goujard, 20. Eric Santais, 50. Philippe Biville, 200.
CRAM Rouen : Cauvin, 100. Sylviane, 40. Le chef,100. Dominique, 100. Lazli, 150. Nicolo gentil, 50. Sylvie Burtin, 20. JF Jezéquel, 100.
Collectes boites Rouen : SNCF 14 pers, 163. CPAM, 26 pers 134. CHU 36 pers, 293. Grande Paroisse, (soir), 21 pers, 140. CKD 112 pers, 812.
Dieppe : JP Dieudonné·, 100. Boudeville retraité SNCF, 50. Philippe, 20.
Le Havre : Collecte PTT Le Havre, 144. Laurent, 30. Suzel, 50. Martine, 300. D Pennec, 300. J Pennec, 200. P Goument, 50. M Martin, 50. Thierry Joel, 50. Thierry Lucienne, 50. Thierry Denis, 100. Varin Hervé·, 100. Legros Françoise, 50. Thierry Annie, 400.
Dieppe : Gaffajoli, 200. Sulkowski, 500. Gigi, 50. Villers, 200. Marché·, 12. Serge, 50. Jacqueline, 50. Parents, 50.
Pas de Calais : Jacques, 150. Francis, 150. Daniel, 100.
Roubaix : Leclerq Bovy, 50. Cornille Paul, 100. Dadre Pierre, 100. René·Lucien, 50. Corcoral, 50. Des enseignants, 250. Des enseignants, 60.
Dunkerque : une sympathisante, 100. Pour Arlette, 20. 15. 25. OD, 200. Calluière Michel, 100.
Nord : Pour la pluralité·, 100. Florence, 40. Marie, 100. Nathalie, 500. Vitorino, 50. Lefervre, 50. Platek, 40. Puisieux Anne, 100. Vanhamme, 50. Brongniart, 50. Pattyn, 50. Louafi, 50. Cellier, 50. Meersman, 50. En soutien, 50. Lesort, 50. En soutien, 40. Les travailleurs de Colmont Cuvelier, 30. Dominique (Wattrelos), 50. Michel, 100. Jacques, 100. Copain Jacques, 50. Philippe Armentières, 100.
Collecte CH Roubaix, 520. Une secrétaire CHR, 20. Freddy, 20. Yolande, 20. Sylvie, 10. Dominique, 10. Frédéric, 100. Francis, 20. Christ et Marie, 30. Michel, 20.
Lille : Grodski J Marc, 200. Une aide soignante CSPA, 30. Une aide soignante Lille centre de soins, 30. Une ménagère Hellemmes, 20. Gustave un retraité de Fives Cail 87 ans, 200. Laurent, 100. Manu, 10. JP, 10. Lefebvre Carol, 100. Lerouge Sylvie, 50. Franck Dehay, 50. Cassar Val·é·rie, 50. Ternay Marie, 50. Sylvie, enseignante, 300. Eddy, ouvrier, 30. Elise Roussel, 100, Claude Deflandre, 100. Nous soutenons leur façon de faire, un travailleur de chez Stein et sa famille, 50. Delbarre Lucien, 100. S Danicourt, 200. Rivière, 100. Soutien financier, 100. Christian, 100. Hubert, 100.
Wattrelos La Redoute : Marie Claude J, 100. Niffle Régis, 20. Chantal Beckaert, 150. Collecte Redoute, 350. Une travailleuse de la Redoute, 50.
Lever Haubourdin : Collecte, 150.Jean Pierre, 100. Emilien, 10. Jimmy, 40. Eric, 100.
Semurval Valenciennes : Guenin J Claude, 20.Guervain Michel, 20. Gasselin Pascal, 10. Guenin Corienne, 10. Guenin Nathalie, 10. Huart Michel, 10. Guenin Pierre, 10. Mortin Michel, 10. Semmal J Luc, 10. Seperane André·, 10. B R, 20. Benoit, 30. Valmex, 10. Valmex, 10. Valmex, 10. Charly, 20. Houat Nordine, 50. André·, 15. José·, 10. Aldo, 15. TCL, 10. TCL, 10. TCL, 10. PTT V Condé·, 15. PTT Horgnies, 10, 20. Christinne, 10. Patrick W. 15. Henry R, 10. Piakonek Roger, 30. La mère d'un candidat, 20.
Bourges : Une employée Sécu, 100. Pour un bon score, 100. Une ouvrière, 300. Sympathisant Sécu, 100. Collecte Sécurité· Sociale, 430. **Marché· St Amand**, 22. Dominique, 100. Roland, 200. Christian, 200. Anonyme, 25,50.
Collecte Aérospatiale, 185. Collecte Aubry, 50,50. Mme Perronnet, 50. Kader, 100. Marie Jo, 100.
Vierzon LFM : Un gars de LFM, 40. Titine, 50. Jean Chauvet (tourneur), 100. Daniel Mouillet (fraiseur), 300. Collecte LFM, 175. Michel et Jojo Sornin, 100. Marché· D'Aubigny, 20.
Montargis : Une sympathisante, 50. Fourniols Anne Marie, 100. Gérald de Wolf, 50.
Orléans : Une femme de service, 100. Gisèle et Lucien, 50. Vincent, 50. Une infirmière, 92. Gérard, 100. Morera, 20. Françoise, 100. Frédéric, 100. Ludovic, 100. Anonyme, 30. Cécile, 100. Une éducatrice, 50. José· Hamaide, 200. Jean Martin, 200. Collègue de travail, 100. Danielle, 50. Hossein, 100. Daniel, 500. Aziz, 50. Michel Bourreau, 200. Pommier, 150. P.Y., 50.
Collecte SNCF Orléans Les Aubrais, 573. Y, Orléans, 50. JM Alcatel, 100. Mme Chesne, 60. Un copain, 200.Collectes Renault St Jean de la Ruelle, 167. Cepem, 213.

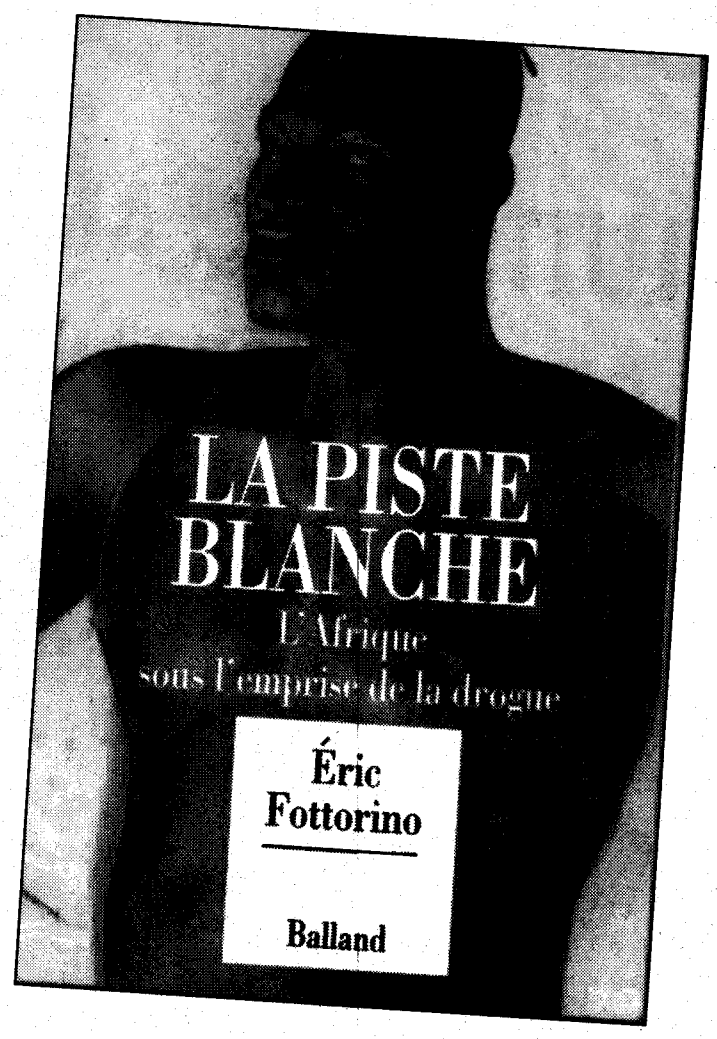
REGION PARISIENNE : Mme Cazaux, 100. Mme Danohue, 100. Des travailleurs de Danone au Plessis, 43. Des travailleurs de CR-MA, 193. Scoubidou bleu, 50. J. Paul Bigeard, 100. Isabelle Matuszevski, 100. Bruno, 50. Alex, 100. Bon courage, 20. Yannick, 50. Nathalie, 50. Sophie, 40. Michel, 100. Jean-François, 200. Loulier, 100. Valérie H, 200. Marie-Christine, 50. Bertrand, 50. Myriam, 100. Pour une politique ouvrière, 500. Un sympathisant CGT, 50. David, 50. Guy, 30. Un camarade de la LCR, 100. Pierre et Andrée, 100. Une camarade, 400. Fabrice, 230. Cornu, 100. Miguel, un camarade, 300. José, "que la lutte continue", 100. Liliane, une camarade, 100. Elsa, une révolutionnaire, 50. Hélène, 200. Djamel, 50. Myriam, sympathisante, 100. Bernard, sympathisant, 100. Juan, 100. Ricardo, un sympathisant, 200. D, 150. JP Dubois, 50. Moleroj, 50. Micha·â·l S, 100. Laugier, 100. Thierry Lescant, 100. Maodo Kassé·, 50. Ghislaine Houlbert, 50. Un zouave de Clichy, 100. Marc, 50. Jacques, 50. Les parents d'une militante, 100. Serge, 150. Leila, agent hospitalier, 70. Un étudiant de St-Denis, 50. Mme D, de Meaux, 100. Amélie, 200. Thérèse Hubert, 90. Pierre, 100. Deux copains, 150. Un lecteur, 500. Une copine de Meaux, 100. Th. Marie, 100. Maryse Armelet, 200. Yvette, 20. Josyane, 100. Fabienne, 20. Arlette, 20. Sylvain Thomaziu, 20. Juanita, 50. Sylvie, 80. Simone Thomaziu, 500. Parents de copain, 200. Monique Labauce, OS, 50. Roucasse "7", 50. Napoléon de Belin, 100. Ziquette, 20. Robert, 100. Lycéeen de Bondoufle, 50.
Belin Évry : Larry, 100. Mimi, 20. Pour arrondir, 10. Desnaux, 100. Ouvrier, 100.
Renault. Siège social : Guy et Colette, 200. **Bureaux :** Lena, 200. Andrée, 80. Jacques A, 50. Patrice F, 50. Alain B, 70. Brigitte, 50.
Flins (78) : Desa, mécanique, 50. Tirouf, cariste, 20. Lak', Planches, 50. Naït, mécanique, 50. Saïdou, 20. Asbah, 50. Ludo, 50. Collecte
Renault Flins, 1063. Yvelines : Hubert, 100. Christophe, 50. Jean-Marie, 40. Jean-Pierre, 300.
Polymont-Chausson (92) : Pascal Massin, 50. Boussaïd Boubaka, 30. Yvon S, 30. Ahcène, 30.Rudowski, 50. Le fouille m..., 20.
CTR Renault Rueil : Pedro, 100. Michel, 100 François, 100. Laïd, 100. Jean-Claude Faure, 100. Charles, 100. Raymond, 50. Des travailleurs du CTR, 570.
Oise : Fremine, 50. Ansel, 100. Pinard, 50. Michel, 200. Fernet, 50. Amandio, 100. Collecte Cerchar, 710. Collecte Montupet, 300.
Beauvais : Yves, chômeur, 100. Grigorachenko, 100. Eric Margely et Paula Jousseaume, 50. Collecte réunion Beauvais, 185.
Compiègne : Collecte à Uniroyal, 317. Collecte à Lajous, 85.
Amiens : Freddy Stefanski, 400. Michel, 100. Jean-Claude Moirez, 300. Aline, 200.
Aisne : JP Godegroy, 250. Eric Adam, 100. Yvan et Colette, 150.
Laon : Dominique Picqueur, 150. Une grand-mère sympa, 100. Daniel Chalmandrier, 50. Gaëlle Chalmandrier, 50. Un cariste sympa, 50. Un sympathisant, 20. Un soutien, 20. Alain Jonneaux, 50. Ivan Prevot, 50. Michel Guerbé, 50. Charles Malhomme, 50. Giniers, 40.
Fourmies : Un ouvrier des Visseries, 50. Au marché, 20.
Cherbourg : R.M., sympathisante, 200. Freddo, 50. Didier, 50.
Arsenal : Luc et Valérie, 300. Un travailleur de Laubeuf, 50. Pascal et Catherine, 50. "Pour la révolution", 75. Jacky, 50. Le sioux, 200. Zouzou, 200.
Territoire de Belfort : Evelyne, 82. Lulu, 100.
Alsthom Belfort : Didier, 40. Philippe, 20. Jacky Petitgirard, 50. Saïd, 50. Collecte, 1591.
Belfort : William Pereira, 30. Pascal et Sonia Gradeler, 30. Françoise, une collègue, 50. Fabienne, 100. Une collègue, 30. Gilbert et Marie, 20. **Collecte Hôpital**, 320. Roger, 10. Juliette, 50. Dominique, 30. Claude, 60. B. Blind, 50. Nelly, 100. Un retraité· Alsthom, 100.

Total à ce jour : 1 048 500

Montbelliard : Roland, 70. Marie-Carme, 200. Evelyne Driano, 500. Mohamed, ouvrier à· Sochaux, 30. Kater, 50. Verena (enseignante), 100. Arturo, 200. **Peugeot** : Ouvrier, 200. Ouvrier, 100. Ouvrier, 90. Humbert, 20. Ouvrier carrosserie, 40.
Besançon : Christine, 50. J. Claude Mercier, 50. Ouvrier, 50. Ouvrier Stanley, 50. Corotte (enseignant), 30. Un ouvrier Bourgeois, 100. Colette et André, 50. Yann et Marie-France, 50. Isabelle et Chaffa·ã·, 50. Une étudiante grecque, 100. Maria, 100. Ouvrier Bourgeois, 180. Abilio et Maria, 100. Joaquim, 200. Etienne Courgey, 200. Bernadette Verro, 200. Louise Devaux, 10. Xavier Devaux, 10. Une amie, 20. Ouvrier Fralsen, 150. Ouvrier Fralsen, 50. Christine Chatot, 100. Pierre Laurent, 400. Issa, 100. Gaby, LCR, 200. Thérèse, 200. Soutien, 70. Au drapeau au meeting Besançon, 360. Collecte Bourgeois, Découpage, 330. Collecte Stanley-Mabo, 402. Collecte Fralsen, 500.
CHR Besançon : Françoise, 100. Odile, "pour Arlette", 20. Claude et Sylvie, 80. Jacqueline, 100. Christelle, 50. Marie Christine, 50. Chantal, 50. Daniel, 50. Marie Hélène, 50. Poupoune, 50. M. Thérèse, 50. Collecte CHR, 460.
Strasbourg : Pierrette Morinaud, 500. Chantal, 100. Mme Baud-Berthier, 300.
Mulhouse : Eric, 50. Thierry, 20. Christine, 50. Fernande Pfeiffer, 100. Véronique Dangé, 100. Yves Renaux, 100.
Le Mans : Karine, 100. "Pour la dictature du prolétariat", 200. Christian, 200. Nathalie, 100. Christophe, 50.
Marseille : Réunion publique du 17 mars, soutien à la candidature de Patrick Grenier : Jean Louis Cooq, 200. Vergos, 100. Ghiotto, 50. Soutien révolutionnaire, 500. Isabelle, 200. Didier, 50. Casano, 40. Mano, 30. Collecte au drapeau, 503. **Collecte Eurocopter**, 185.Une sympathisante de Saint Louis, 20. Une sténo de Saint Louis, 7. Un lecteur de Costellos, 12. Un sympathisant de Saint Louis, 20. Catherine, 100. Boudrot, 50. Bonnet, 250. Gérard Roussel, 300. Mr André·, 50. Mme Ghiotto, 200. Un sympathisant, 100. Jacky, 1 000. Plus, 10. Marthe, 50. Paule Mercadier, 150. Un bidasse révolutionnaire à Toulon, 250. **Collecte usine Haribo**, 161. Un travailleur de la cité La Moune désespéré, 20. Eric, travailleur de la CGM, 30. Un travailleur turc, 300. Frédéric Vallejo, 100. Alexandre, 300. Guillaume, 25. Manolo, réparation navale, 20. Franck, Sud Marine, 10. Fernand, 100. Rolland, 100. Emile, notre ancien du port, 200. Jo, 50. François, 30. **Collecte Hôpital Saint Jo**, 138. Pierre (facteur), 25. Thierry (professeur), 100. Mauricette Géraud, 100. France Farge, 50. René Fantozzi, 100. Rapha·â·l Santi, 150. Un ouvrier électricien, 50. Jean Piero, 50. Christian Chambon, 50. Abdou, 50. Michel Pezzetto, un camarade communiste, marin du commerce, 100. Antoine, 50. Jean, 10. Alain, 30. Patrick Maestroni, employ·Ç· Bonnieux, 50. Claudine Polge, 50. Evelyne Silvestri, 20. Clémentine, 100. Ghyslaine, 50. Christiane, 50. Dominique, 50. Nicole, 20. Brigitte et Pierrot, 200. Paulette, 50. Antoinette, 50. Alain Angelvy, 50. Par sympathie, 20. Myriam, 30. Patricia, 40. Mireille, 100. Odile, 30. Casaletti, 20. Jeanine, 50. Suzy, 100.
Alpes Maritimes : Nicole S, 300. Pour le vrai communisme, 100. Sympathisant, 50. Pour participer, 50. Sympathisant, 30. Sympathisant, 45. FP Buonavia, 100. J. Pierre, 100. Un commerçant du Cannet, 100. Plombier, 150. Secrétaire, 150. Karo-Tam-Tam, 42. Un cheminot de Cannes, 15. Un éducateur, 20. Une éducatrice, 10. Un copain, 300. Un Auribellois, 100. André, 200. En avant la musique, 200. Une éducatrice, 20. Un anonyme, 100. Un journaliste, 42. Un directeur adjoint, 50. J. Marc, 100. Christelle, 40. Lydia, 60.
La Ciotat : Kevorkian, 400.
Loire : Réunion publique Saint-Chamond, 46.
SNCF-Sibelin (69) : Schlick, 100.
Isère : Un camarade, 200. Alain S (EDF Meylan), 50. Denise, 100. Une camarade, 600. Une étudiante, 34. Collecte ATO, 62. Collecte Renodex Pont de Claix, 130. Collecte Rh·ì·ne Poulenc Pont de Claix, 823.
Grenoble : Genevois, 50. Par sympathie, 50. Mr et Mme Oderio, 50. Bistrot du coin, 200. Rousselot, 100. Salesse, 50. Une communiste, 50. Catherine, 50. Nicole, 50. Anonyme, 10. Georges, 100. Chantal, 20. Sylvie, 20. Annick, 20. Collecte C·Ç·zus Chimie Jarrie, 294. Barbie, 50. Clacla, 100. Josette, 100. Déçue du PS, 300. Marguerite, 100. Josiane, 30. Daniel, 100. Denise, 50. Anne-Marie, 200. Jeanne, 100. Soutien, 25. Mohamadou, 100. Alain et Isabelle, 100.
Tours : Réunion publique, 257. Une copine, 500. Isabelle, 50. Mr Charpentier, 50. Pascal, 500. Mireille, aide-soignante, 60. Jean Pierre, 100. Yvon Jacky, 50. Mme Hallard, 50. Collecte **Hôpital Trousseau**, 320. Laurent Riffet, 50. Max Riffet, 450. Servant, 60. Budon, 100. Robineau, 200. Etudiante, 200. Valérie, étudiante, 30. Frédérique, 20. Une employée à l'hôpital, 150.
Mairie Tours : Gendraud, 100. Patro, 40. Pierre, 100. Michel, 50. Cécile, 50. Soutien, 10.
Joue-Les-Tours : Annick Billy, 30. Muriel Chaussart, 30. Colette Cauclaud, 20. Chevrier-Jublin, 35. Jublin, 35. Nathalie Guettier, 30. Mr et Mme Voisin, 25. Champigny, 12. Bauneau, 90.
SNCF ST Pierre Des Corps : Jean-Yves Cabaret, 100. Pascal Poison, 50. Jean-François F, 20. Jacques Boursier, 20. Pierre Poupard, 30. Collecte, 429. Nadia Al Jandali, 100. Daniel, 50. Maurice Pelletant, 50. Anne et Michel, 20. Jean François Rousse, 70. Corinne, 10.
Vienne : Isabelle, 50. Françoise, 50. Gérard, 50 Monique, 50. A.A., 50.
Blois : Luc, 220. JPL, 100.
Rennes : Technicien, 100. Secrétaire, 1 000. Soutien, 20. Retraité SNCF, 100. Soutien, 12. Soutien, 30. **Collecte Hôpital Sud**, 615. Une collègue, 50. Janine, 20. Paulette, 10. Une aide-soignante, 30. Henriette Denot, 50. Jean-Louis Denot, 70. Jean-Yves, 100. Even, 5. Even, 10. Yannick, 100. Yvette et Gilbert, 100. Marie-Christine, 200. Juliette Rouly, 100. A. Moisan, 100. J. Olifant (SNCF), 20. V. Gauvain, 30.
Chômeur, 10. Marylène, 100. Barbara, 50. D. Goilbert, 50. A. Tessou, 150. David, 20. Legros, 10. Corinne, 100. Soutien, 100. Thierry J, 100. Olivier P, 100. Annie Le Roy, 50. B·Ç·atrice, facteur, 100. Parents, 200. Christelle et Vincent, 100. Sympathisants, 200. Delatouche, 32. Lécuyer, 70. Véro et Jean-Pierre, des petits agriculteurs, 200. Isabelle Duplessy, 20. Th. Chesnais, 100. Mireille Mausservey, 100.
CHR Pontchaillou : Marie-Thé, 500. **Sécurité sociale :** Une retraité de la Sécurité sociale, 100. Par souci démocratique, 100. Collecte, 526.
Cholet : Jacqueline, 300. Bellanger, 100. Une sympathisante, 150. Monique, de Fontenay, 400. Gréau, 200. Banlatreche, 50. Jo et Françoise, 300. Ouvrier Michelin, 100.
Angers : Frédérick, 50. Christophe, 30. Patrick, 50. Collecte Valéo, 236. Guy Lenoan, 50. Jean Claude Guillamou, 30. La burette, 50. Denise, 100. Fanfan, 50. G.G., 50. Didier, 200. Claudine, 100. Isa et Beubeu, 100. **Collecte meeting**, 645. Jo·â·l Pertue, 50. Jacques Lemarquand, 50. Pierre Lebrun, 50. Un instit, 50. Deux Cheffois, 150.
Collecte TTA, 322. Une secr·Ç·taire, 200. Par sympathie, 100. Une copine, 100. Boury, 100. Monique Boutin, 100. Jean-Luc, 300.
Saint-Brieuc : Collègue de travail, 50. Michel, 30. Raymond, 20. Nelly Le Bonniec, 100. Dominique, 20. Antoine, 10. Champault, 30. Corni·ä·res, 30. Cornières, 10. Sophie Cornières, 10. Christelle Corni·ä·res, 30. Philippe Chevalier, 20. Martine Bannier, 20. Stéphane Cornières, 20. Patrice Le Borgne, 30. Eric Bodin, 20. Françoise, 20. Un acheteur, 70. Michel Billaux, 30. JF Launay, 50. Ch. Joffrain, 60. Lucien, 70. Jean Pierre, 70. Yvon Lachiver, 100. Mme Kergues, 100. Martine et Alain, 50. Yvonne Anne, 10. Jean Paul, 20. Joë·l, 25. Michel, 10. Alain, 35. Eric, 300. Une retraitée, 10. Carrepiou, 10. Marie-France, 50. René Laurent, 10. Anonyme, 10. Chantal, 15. Marcel, 20. Emmanuel, 40. Christelle, 10. Thierry, 10. Nunez, 10. Jean, 10. Daniel, 20. Nathalie, 15. Danièle, 20. Nadine, 8. Martine, 10. Alexis Loguillard, 10. Bernard, 10. Sophie, 100. Alain et Françoise, 50. Chantal, 50. Joëlle, 10. Michelle Le Goff, 10. Soutien, 12. André, 20. Françoise, 20. Renée, 20. Anonyme, 15. Raoul, 20. Une enseignante, 50. Raymonde Jegou, 200. Ses filles, 100. Anonyme, 50. Claude Bourel, 50. Collecte Joint Français, 505. Soutien réunion électorale Saint-Brieuc, 219.
Blanc Aero : Montreer, 150. Patrick Rocher, 50. Marie-Th·érèse Henry, 50. Marie-Hélène Colas, 20. Françoise, 30. Denise, 30. Collecte, 123.
Alcatel Tréguier (22) : Béatrice Gaultier, 50. Claude, 200. Collecte, 465.
Brest : Denise Lepage, 15. Louis Vorburger, 10. Serge, 100. Michel, 500. André, 500. Jacques et Elisabeth, 100. JS Farez, 50. Olivier Paranthoën, 50. Brigitte et Jacques Oger, 100. Mathieu, 100. Bruno Quénéa, 50. Une retraitée, sur le marché, 10. Mère au foyer, 10. Mère au foyer, 10. Une mère de famille, 10. Mme Jaouen, 10.
Nantes : Un Algérien pour la démocratie, 30. Nadia, 80. N. Sannier, 55. Diard, 50. François, 40. Grimaud, 200. Sympathisante intérim, 40. Sympathisant, 50. Symathisant intérim II, 50. Retier, 50. Lancini, 50. René, 150. Coralie, 200. Jacques, 50. Philippe, 60. Claude, 50.

LA PISTE BLANCHE

de Eric Fottorino



Eric Fottorino est journaliste au *Monde*.
Il y a publié de nombreux reportages sur l'Afrique. Cet ouvrage, sous-titré *L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, rassemble une série d'articles parus en avril 1991, en les développant et en y joignant quelques documents sur les saisies de drogue, émanant de sources policières ou du "Fonds des Nations Unis pour la lutte contre l'abus des drogues".

Le constat qui y est fait – l'Afrique devenue une plaque tournante du trafic de l'héroïne à destination des pays de la CEE – est évidemment accablant.

Selon lui, *"chaque année depuis 1980, près de la moitié de l'héroïne saisie dans la CEE transite par l'Afrique. Lady cocaïne est entrée en scène en 1986, à la faveur de l'ouverture de lignes aériennes directes entre l'Amérique latine et le continent noir, les barons de Medellin et d'ailleurs cherchant à brouiller les pistes"*.

Les stupéfiants ne font pas que transiter par l'Afrique. C'est aussi leur consommation qui y est en augmentation rapide, en particulier au sein d'une jeunesse réduite à la misère et totalement privée de perspectives. Et, sur la base de la misère paysanne, la production du cannabis s'étend, celles du pavot et de la coca sont apparues ; tandis que par ailleurs les détournements de médicaments licites alimentent une toxicomanie – paraît-il la plus répandue – à base d'un mélange d'alcool et d'amphétamines ou de barbituriques.

La piste blanche fournit un certain nombre de données qui font prendre conscience de l'ampleur prise par le phénomène dans la période récente, en même temps qu'il décrit quelques-unes des causes grâce auxquelles les trafiquants jouissent d'une très large impunité : des autorités débordées par les conséquences du délabrement économique et social, quand elles ne trempent pas elles-mêmes dans le trafic, du haut en bas de l'échelle des forces policières par exemple, comme particulièrement au Nigeria, ou quand elles ne participent pas elles-mêmes aux profits du "blanchiment".

Il ne faut pas attendre de cet ouvrage une étude fouillée des responsabilités, des mécanismes de la course aux profits faciles (sans même parler d'une quelconque mise en cause du fonctionnement du système capitaliste). Tout au plus l'auteur laisse-t-il entendre qu'en ce qui concerne "l'appât du gain", l'exemple vient de haut, maints gouvernements fermant les yeux, la drogue étant *"une sorte de raison d'Etat portable qui tient dans la valise diplomatique"*. S'agissant de la situation économique catastrophique, à vrai dire, Eric Fottorino préfère insinuer qu'un certain "fatalisme" des Africains, ou encore la concurrence des pays sous-développés entre eux, seraient à déplorer...

Ceci dit, son constat a l'avantage à lui seul de faire ressortir les limites de ce qui est appelé officiellement "lutte contre la drogue et ses trafics". En ce qui concerne le ministère français de la prétendue Coopération, il ne peut mettre en avant que des crédits ridicules, quelques millions de francs, et un renforcement des moyens policiers de répression. S'il est vrai, comme Fottorino l'écrit, que *"avec 70 millions de dollars par an, le budget des Nations Unies pour la lutte contre le trafic des stupéfiants ne dépasse pas le prix d'une valise d'héroïne saisie à l'aéroport de Londres-Heathrow"*, on mesure ce que cela a de dérisoire, face au problème de fond, *"dans le contexte d'endettement et de sous-développement où se débat l'Afrique"*, ainsi qu'il le souligne lui-même par ailleurs.

Et, de ce point de vue, son document insiste éloquemment sur le lien entre l'aggravation de la misère, voire la famine, la régression économique, le sort terrible auquel les masses populaires sont largement abandonnées, et l'extension des méfaits liés à la consommation et aux trafics des diverses drogues. Ne serait-ce qu'à travers cet exemple de jeunes Nigérians sans feu ni lieu qui jouent dans ces circuits le rôle de "fourmis" et qui, aux policiers occidentaux, *"disent souvent préférer la prison en Europe à la liberté au Nigeria"*.

Christiane LE GUERN

La piste blanche *d'Eric Fottorino*
Ed. Balland – 175 p. – 85 F.

On nous écrit

Quand on s'appelle Bébé doc, ou le général Aoun, ce n'est pas trop difficile, semble-t-il, d'obtenir le droit d'asile en France. Mais quand on est kurde, et recherché en Turquie pour des activités militantes, le gouvernement, là, a une toute autre attitude.

Zakir Urun, jeune Turc d'origine kurde, de 22 ans, arrivé en France en mai 1989, suite à une arrestation en Turquie pour avoir participé aux manifestations du 1er Mai, est débouté du droit d'asile par l'OFPRA. Il a été arrêté le 28 janvier 1992 et, depuis, est maintenu incarcéré dans un camp de transit. Il risque à tout moment d'être reconduit dans un pays, où, comme l'actualité nous le montre encore aujourd'hui, le peuple kurde est victime de la répression.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a été ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribuneaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

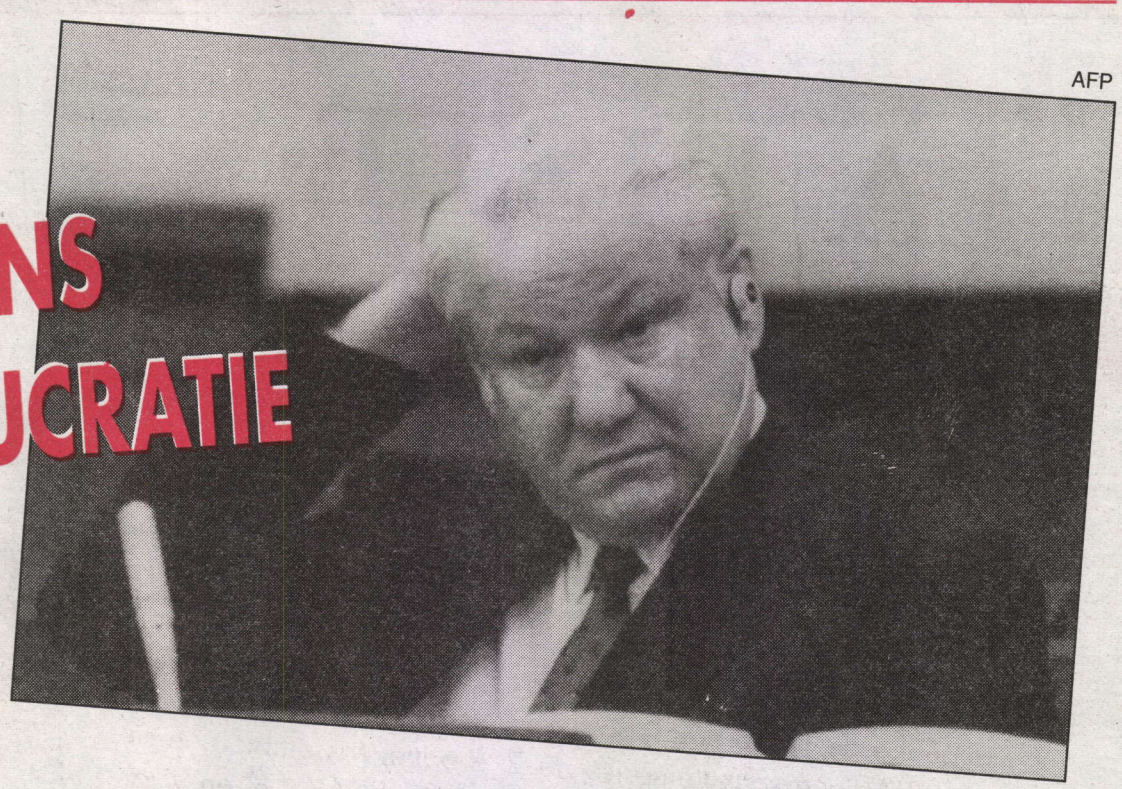
– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Ex-URSS

LES LUTTES DE CLANS AU SEIN DE LA BUREAUCRATIE CONTINUENT DE PLUS BELLE


AFP

Aigle bicéphale de la dynastie des Romanov et non plus drapeau rouge : au 6e Congrès des députés de Russie on a tout de suite vu ce qui, depuis la disparition de l'URSS, avait pu changer. A part cette modification essentiellement symbolique, finalement... peu de choses, à commencer par les députés et les membres du gouvernement, élus en d'autres temps, et par le spectacle qu'ils donnent à voir : celui d'un Eltsine, chef de l'exécutif plus ou moins impuissant, confronté à une fronde parlementaire dérisoire, sur fonds de délabrement économique et social croissant.

A la veille de ce Congrès, la Commission économique de l'ONU a publié un rapport fort pessimiste sur l'ex-URSS, ses experts prévoyant que l'effondrement des liens entre Républiques et entreprises pourrait se poursuivre *"jusqu'à la destruction"*. Quelques jours auparavant, c'est l'Organisation Internationale du Travail qui annonçait que dans toute la CEI (l'ex-URSS) 15 millions de travailleurs allaient perdre leur emploi cette année.

AFFRONTEMENTS DE CLIQUES ET NATIONALISME

C'est sur ce terrain-là que les députés attendaient Eltsine au tournant : celui des conséquences des "réformes" annoncées, sinon engagées, depuis l'échec du putsch d'août 1991, qui se soldent pour la population par une explosion des prix, une augmentation des pénuries et une apparition du chômage.

Non pas que les uns ou les autres auraient une autre politique à proposer ; car les opposants à Eltsine, toutes tendances confondues, ne remettent nullement en cause l'orientation politique actuelle -si l'on peut nommer ainsi l'invocation, plus incantatoire que suivie d'effet, du "marché" et le nationalisme russe, toutes choses dont se revendiquent également les eltsiniens et leurs rivaux. Non, ce que les "conservateurs" et les "démocrates" théoriquement alliés d'Eltsine lui reprochent, c'est en définitive d'occuper le devant de la scène, de se trouver, lui et son clan "de l'Oural", en position de distribuer postes et prébendes, de favoriser leurs clients au détriment de ceux des clans rivaux grâce à la position stratégique qu'ils occupent au sommet.

C'est pour cette raison que, parmi les critiques les plus virulents des "erreurs" d'Eltsine, il y a nombre de politiciens qui furent parmi ses plus ardents soutiens d'hier, tels son vice-président, le général démagogue nationaliste Routskoï, le président du Parlement russe Khazboulatov, sans oublier les maires des deux plus grandes villes du pays, Popov et Sobtchak.

Eltsine a donc tenté de détourner les critiques en semblant lâcher (en partie) deux de ses lieutenants, Gaïdar et Bourboulis, présentés comme les principaux responsables des "réformes" et des hausses de prix. De même ses grandes tirades, en ouverture du Congrès, sur la "dignité de la Russie" visaient à couper l'herbe sous le pied à des opposants qui, à défaut d'avoir une autre politique à proposer, rivalisent tous, "conservateurs" et "démocrates" confondus, dans la surenchère nationaliste qui est bien la seule chose dont les politiciens, en Russie comme dans les autres Républiques, ne sont pas avares vis-à-vis de la population, puisque cela repousse sur le voisin, en passe de devenir l'étranger, la responsabilité de tous les malheurs.

L'ABSENCE DE POUVOIR... DU POUVOIR, ET LES MULTIPLES POUVOIRS DE LA BUREAUCRATIE

Les débats qui agitent les milieux politiciens depuis des mois - pour savoir notamment s'il faudrait un régime parlementaire ou présidentiel, et quelle forme devrait prendre la Constitution - ne font que refléter ces luttes d'influence pour parvenir ou se maintenir au pouvoir.

Pour les partisans de la "démocratie parlementaire", la démocratie parlementaire signifie l'affaiblissement du pouvoir présidentiel, pour autant qu'il est celui d'un Eltsine qui aimerait bien, en faisant adopter une Constitution de type présidentiel, consolider son pouvoir contre ceux qui, aux quatre coins du pays, entendent protéger leurs prébendes et privilèges de tout contrôle moscovite.

Car le processus entamé il y a dix ans, lors de la crise de succession ouverte à la mort de Brejnev, s'il a conduit à l'effondrement du pouvoir central à l'échelle de l'URSS, n'en a pas mis fin pour autant aux luttes des différents clans pour élargir leur pouvoir. Eltsine, précisément parce qu'il se trouve au sommet de ce qui reste de la pyramide du pouvoir, se trouve en butte à un refus multiforme de toute tutelle de la part de pans entiers de la bureaucratie. C'est cela dont il s'agissait quand, devant le Congrès, comme Gorbatchev avant lui et presque avec les mêmes mots, il a affirmé que *"les réformes radicales (ont) des adversaires dans toutes les couches de la population"* et sont freinées *"par le nouveau bureaucratisme russe, (...) l'incompétence"* et la corruption.

La "lutte contre la corruption" de la part du gouvernement de ce qu'on appelle en Russie les "Chicago boys" - parce que les pères des réformes eltsiniennes sont des professeurs américains de Chicago - cela pourrait faire sourire. S'il n'y avait pas derrière cela le pillage de tout un pays, de toute une population, par une bureaucratie qui n'a pas disparu avec l'effondrement de l'URSS, mais qui s'est même renforcée numériquement, le "nouveau" régime lui ouvrant les portes de multiples nouvelles institutions "parlementaires" ou "démocratiques" à coloniser.

Selon celui qui vient d'être nommé à la tête de la Conférence contre la corruption, *"les délits les plus typiques sont le cumul des fonctions publiques avec des activités d'hommes d'affaires"*. La belle découverte ! Et Eltsine a eu beau signer récemment un décret -et sans doute avec autant d'efficacité que les précédents- interdisant ce cumul dans la bureaucratie, cela n'y changera pas grand-chose. Essentiellement parce que ces fonctionnnaires-bureaucrates qui seraient chargés de réprimer les activités de corruption (ou d'homme d'affaires, car en russe c'est devenu synonyme) sont ceux-là mêmes qui se trouvent en situation de les organiser et d'en profiter ; et qui n'ont aucune envie, justement, qu'Eltsine, au nom du "marché" ou de quelque autre considération, fasse même semblant de marcher sur les plates-bandes de la bureaucratie et de limiter son pillage du pays !

Pierre LAFFITTE

UN PARFUM D'OSEILLE

La firme française L'Oréal, productrice de parfums et de cosmétiques, vient d'annoncer le lancement d'un parfum fabriqué en Russie, "Maroussia", d'abord sur les marchés russe et français, puis à l'automne sur le reste de l'Europe. En fait, c'est depuis 1989 que L'Oréal a pris pied dans l'URSS d'alors. Grâce à un accord avec les Soviétiques, la société française avait créé "Soréal" : les Soviétiques et plus précisément le ministère de la Chimie avaient apporté dans cette filiale commune les bâtiments, les machines, les matières premières, la main-d'œuvre et 26,3 millions de roubles, soit environ 260 millions de francs de l'époque. Les Français, outre leur savoir-faire en matière de parfum, avaient limité leur apport à 5 millions de francs et ne possédaient donc que 2% du capital de "Soréal".

L'affaire a très bien marché : le personnel est passé de 700 salariés à 500, et l'usine a dégagé des bénéfices dès la première année. Encore mieux, grâce à un apport supplémentaire de 70 millions de francs, mais surtout grâce à la dévaluation du rouble, L'Oréal détient aujourd'hui 70% du capital. La société a ainsi acheté une usine pour le prix de 2 à 3 immeubles parisiens.

La campagne de pub pour le parfum "Maroussia" le présente comme "le parfum de la liberté retrouvée"... La liberté de faire du fric à bon compte.

Lutte Ouvrière - Directeur de plublication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995